

Projet Régional Foyers Améliorés

SYSTEME DE FINANCEMENT DES NATIONS
UNIES POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT
(U.N.F.S.S.T.D.)

CONTRIBUTION AU RENFORCEMENT
DU PROGRAMME NATIONAL
DE DIFFUSION MASSIVE DE FOYERS AMELIORES
AU BURKINA FASO





M. René MASSE (ABF)
M. Yaya SIDIBE (IESO)
M. Jean Philippe JOREZ (CILSS)

Décembre 1985

S O M M A I R E

* * *

ABREVIATIONS

LISTE DES FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

I. PRESENTATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DIFFUSION MASSIVE DE FOYERS AMELIORES

- I.1. Exposé préalable
- I.2. Présentation de la stratégie nationale
- I.3. Les zones d'action prioritaire
- I.4. Place des différents acteurs bukinabes
- I.5. Attention aux limites de l'"effet foyers améliorés"

II. PRESENTATION DU PROGRAMME NATIONAL DE DIFFUSION MASSIVE FOYERS AMELIORES

- II.1. Objectifs du programme
- II.2. Objectifs immédiats
- II.3. Résultats escomptés
- II.4. Le programme de diffusion massive F.3PA
 - 1. Structure nationale de vulgarisation de F.3PA
 - 2. Quelques considérations et propositions de la mission
 - 3. Présentation des autres programmes DMOF, Essor Familial
 - 4. Etat, par provinces, des projets financés ou en négociations
 - 5. Les objectifs et résultats attendus sous deux ans
 - 6. Budget prévisionnel d'une première phase de deux années
- II.5. Le programme de diffusion de foyers métalliques
 - 1. Rappel des projets existants et des principaux atouts
 - 2. Quelques propositions de la mission
 - 3. Proposition de plan d'actions pour un programme de diffusion de foyers métalliques à Ouagadougou
 - a) Structure d'un projet global
 - b) Objectifs à deux ans
 - c) Budget prévisionnel
 - d) Cadre institutionnel
- II.6. Recommandations générales

* * *

Annexes

A N N E X E S

* * *

ANNEXE 1. Cartes.

ANNEXE 2. Les plantations villageoises, industrielles et les différents projets forestiers du Burkina Faso.

ANNEXE 3. Documents consultés.

ANNEXE 4. Déroulement de la mission CILSS-NU

ANNEXE 5. "Projet de diffusion de foyers améliorés en milieu urbain et rural" SFA - septembre 1985.

ANNEXE 6. "Note de synthèse : mission CILSS-Nations Unies"
11-18 novembre 1985.

A B R E V I A T I O N S

* * *

ABF	Association Bois de Feu
AIDR	Association Internationale pour de Développement Rural
BdV	Bois de Village
BIT	Bureau International du Travail (ILO)
CDR	Comité de Défense de la Révolution
CEE	Communautés Economiques Européennes
CILSS	Comité Inter-état de la Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNPAR	Centre National de Perfectionnement des Artisans Ruraux
DMOF	Direction de la Mobilisation et de l'Organisation de la Femme
FA	Foyer Amélioré
F.3PA	Foyer trois pierres amélioré
FED	Fond Européen de Développement
FM	Foyer Métallique
GRAAP	Groupe de Recherche en Animation et Autopromotion <i>Payanne</i>
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
IBE	Institut Burkinabe de l'Energie
MFA	Mission Forestière Allemande
OM	foyer "Ouaga Métallique"
ORD	Organisme Régional de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SFA	Service Foyers Améliorés
UNSO	United Nations Sahelian Office
VITA	Volunteers in Technical Assistance

LISTE DES FIGURES

- CARTE N° 1. "Localisation comparative des zones d'action prioritaire définies par la Commission Interministérielle, SFA, Dubreuil et Sentenac pour la FAO, E. Ferguson, la Banque Mondiale, la Mission".
- SCHEMA N° 2. Découpage administratif du Burkina Faso.
- SCHEMA N° 3. La structure pyramidale de formation en cascade des femmes aux techniques de construction du F.3PA.
- SCHEMA N° 4. "Proposition d'un projet global de diffusion de FM à Ouagadougou et dans les centres urbains".

LISTE DES TABLEAUX

- | | |
|---------------|--|
| TABLEAU N° 1. | "Situation de la crise du bois de feu par provinces"
sources : Dubreuil et Sentenac, Mission UNFSSTD-CILSS |
| TABLEAU N° 2. | "La structure administrative du Burkina Faso" |
| TABLEAU N° 3. | "Structure pyramidale de formation des femmes aux techniques de construction du F.3PA." |
| TABLEAU N° 4. | "Récapitulatif des moyens nécessaires à la réalisation du programme de formation et affectations des contributions nationales et extérieures." |
| TABLEAU N° 5. | "Etat, par provinces, des projets financés ou en négociations." |

I. PRESENTATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DIFFUSION MASSIVE DE FOYERS AMELIORES

I.1. EXPOSE PREALABLE

Le Burkina Faso a défini, voilà deux années, une stratégie nationale de diffusion massive de foyers améliorés. Exposée aux différents séminaires régionaux, elle est mise en oeuvre depuis deux campagnes avec continuité et avec une certaine efficacité: 7 000 foyers améliorés en 1984, environ 60 000 foyers améliorés en 1985, dans une vingtaine de provinces.

Notre propos n'était donc pas, au Burkina Faso, de contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale, mais plutôt de travailler, avec les responsables locaux, à l'amélioration et au renforcement des actions initiées ou en projet.

I.2. PRESENTATION DE LA STRATEGIE NATIONALE

La stratégie choisie pour la diffusion massive de foyers améliorés est basée *"sur la formation des militantes, à travers les Comités de Défense de la Révolution, et favorisée par une volonté politique dégagée de lutter contre les coupes abusives de bois"* (Note de synthèse, mission CILSS-NU, novembre 1985).

En effet, le 22 avril 1985, le Président du Burkina Faso engageait politiquement son pays dans les "trois luttes":

- lutte contre les feux de brousse, interdits sur tout le territoire,
- lutte contre la divagation des animaux,
- lutte contre la coupe abusive du bois: le monopole de la coupe du bois et de l'exploitation du charbon de bois est réservé aux Services Forestiers Publics qui pourront faire des concessions de coupe. L'exploitation du bois devient un métier organisé et réglementé: délimitation des zones de coupe, division du travail entre débiteurs, grossistes, transporteurs et détaillants. Ainsi, pour faciliter le contrôle de la circulation de bois, les véhicules affectés au transport portent une marque distinctive: ils sont peints en vert et blanc à Ouagadougou.

politiques.

Economiser le bois de feu est donc devenu un véritable mot d'ordre politique pour toutes les structures du parti, en particulier pour la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation de la Femme (DMOF) représentée par une femme élue dans chaque CDR, c'est à dire au niveau de chaque village, de chaque secteur de Ouagadougou...

La stratégie ne peut donc pas être analysée objectivement, avec les seuls critères de rentabilité économique pour le gouvernement ou financière pour la famille... Les structures de mobilisation politique sont en place; des élections viennent de désigner, dans chaque village, les femmes volontaires pour mettre en oeuvre localement, depuis les CDR, les mots d'ordres du parti... parmi lesquels une priorité semble accordée à la diffusion des foyers améliorés. Les efforts financiers consentis se justifient alors par les enjeux à trois niveaux:

- celui du Burkina Faso, avec la perspective de préserver le patrimoine forestier,
- celui du gouvernement, avec l'objectif de mobiliser concrètement les femmes autour d'un thème politique conscientisateur et structurant,
- celui des familles, enfin, où l'on escompte une économie d'argent et/ou de fatigue ainsi qu'une amélioration de la condition féminine.

Les travaux de l'IBE ont permis de sélectionner en 1983, quatre modèles recommandables de foyers améliorés:

- le F.3PA,
- le "Ouaga Métallique",
- le "Burkina Mixte", qui peut utiliser du bois ou du charbon,
- le "Foyer Céramique".

Cependant, la stratégie de diffusion massive reposant sur " la formation des militantes à travers les CDR", le principal effort a été accordé au seul modèle auto-constructible de foyer, le F.3PA. Il y a une très forte cohérence entre la stratégie de diffusion choisie au Burkina Faso, les structures administratives et politiques du pays et le modèle de F.3PA.

Tous les efforts consentis depuis deux campagnes ont donc essentiellement porté sur la diffusion du F.3PA. Le projet de production et de commercialisation de Foyers Métalliques à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, la session de formation d'artisans, préfigurent ce que pourrait être une action complémentaire de diffusion massive de Foyers Métalliques. Mais les limites de production (trois artisans à Ouagadougou) et de commercialisation (dix sept points de vente spécifiques à Ouagadougou, avec le plus souvent la structure projet du SFA en position d'intermédiaire entre le fabricant et le commerçant) comme le manque de promotion publicitaire à caractère purement commercial contrarient la diffusion massive de ces modèles.

La diffusion de Foyers Céramiques exploite la production d'un potier, M. Frédérique YERBANGA, installé à Ziniare et qui a fabriqué 2 100 Foyers Céramiques entre novembre 1984 et novembre 1985.

La définition d'une stratégie nationale a vraisemblablement facilité la coordination des organismes impliqués à l'intérieur de la Commission Interministérielle de Vulgarisation des Foyers Améliorés.

I.3. LES ZONES D'ACTIONS PRIORITAIRES

Les zones d'action prioritaire ont été déterminées à plusieurs reprises par les différents travaux de :

- la Commission Interministérielle de Vulgarisation des Foyers Améliorés,
- le Service Foyers Améliorés,
- l'étude de MM. DUBREUIL et SENTENAC: "développement des ressources forestières du Burkina Faso: synthèses régionales et synthèse générale" décembre 1984,
- l'étude de M. E. FERGUSON, en 1985,
- les consultants de la Banque Mondiale en 1985.

Dans un premier temps, la mission s'est efforcée d'analyser également les informations disponibles pour localiser les zones d'actions prioritaires. Le tableau 1. *"situation de la crise du bois de feu par province"* récapitule pour chaque province, toutes les données (DUBREUIL et SENTENAC) sur le gisement et la production annuelle des formations ligneuses: il fournit les calculs de consommation annuelles de bois de feu ($m^3/an.province$), les déficits annuels ($m^3/an.province$) ainsi que, pour donner des points de repère:

- le pourcentage du déficit par rapport à la production totale ligneuse, qui indique le "poids" de ce déficit sur le gisement ligneux de la province,
- le pourcentage d'économie qu'il faudrait théoriquement réaliser sur les consommations pour résorber le déficit.

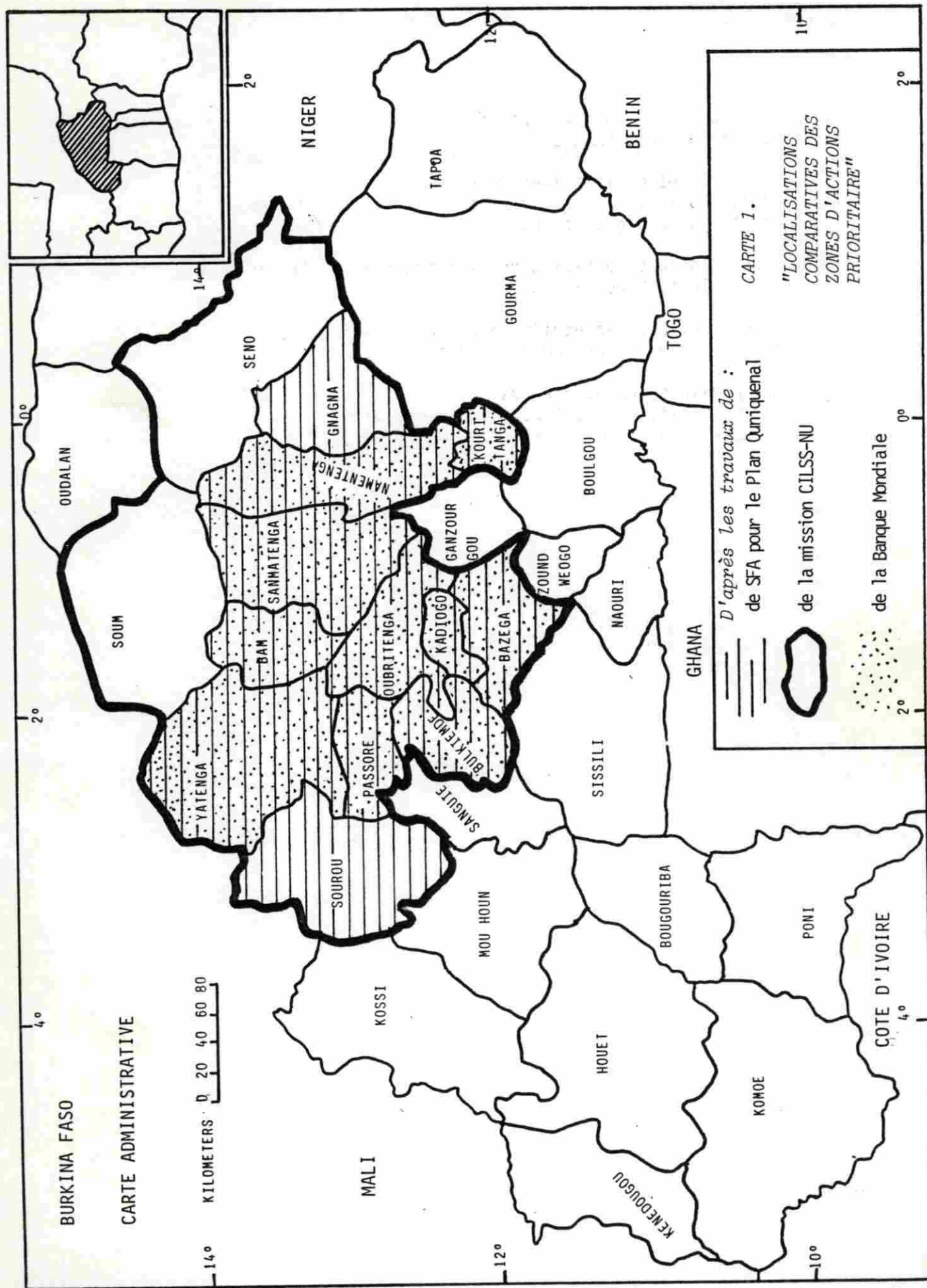
Dans un second temps, la mission a analysé comparativement les différents résultats des six travaux de définition des zones prioritaires d'action: la carte 1. *"Localisations comparatives des zones d'action prioritaire"* définies par la Commission Interministérielle, SFA, DUBREUIL et SENTENAC pour la FAO, E. FERGUSON, la Banque Mondiale, la Mission", met en évidence la convergence des analyses, compte tenu de la valeur très approximative des données utilisées.

PROVINCES	POPULATION	DENSITE	VOLUME SUR PIED FORESTIER	VOLUME LIGNEUX SUR PIED	PRODUCTION FORMATIONS FORESTIERES	PRODUCTION DES JACHERES	PRODUCTION TOTALE LIGNEUSE	CONSOMMATION BOIS DE FEU	DEFICIT	% D'ECONOMIE QU'IL FAUDRAIT REALISER POUR RESORBER LE DEFICIT	POIDS DU DEFICIT PAR RAPPORT A LA PRODUCTION TOTALE LIGNEUSE %
BAM	171 595	43	637 172	5 700 480	16 539	20 700	37 200	119 083	81 883	68 %	220 %
BAZEGA	210 836	39,6	2 437 402	5 805 490	78 804	55 800	134 604	160 447	25 843	16 %	19 %
BOUGOURIBA	208 719	29	10 032 886	14 894 176	177 132	54 800	231 932	179 916	- 52 016		
BOULGOU	351 379	36	10 049 060	17 967 548	296 980	115 500	411 480	302 889	- 108 591		
BOULKIEMDE	465 345	112,5	918 726	5 249 276	18 400	58 800	77 200	375 999	298 799	79 %	387 %
COMOE	206 505	11	74 456 011	81 915 372	1 852 252	157 700	2 009 952	156 530	- 1 853 422		
GANZOURGOU	146 722	36	3 233 330	4 756 347	131 284	22 900	154 200	118 552	- 35 648		
GNAGNA	144 591	22	5 173 087	9 140 642	37 270	27 000	64 270	85 743	21 473	25 %	33 %
GOURMA	226 409	8	48 030 667	58 916 619	1 213 467	115 800	1 329 267	134 261	- 1 195 101		
HOUE	363 361	22	23 686 528	31 017 509	610 108	102 400	702 508	275 428	- 427 080		
KADILOGO	366 565	214,6	236 280	1 486 308	6 215	19 200	25 400	219 939	194 539	88 %	765 %
KENEDOUGOU	116 209	14	18 616 382	23 420 135	422 015	52 800	474 815	88 087	- 386 728		
KOSSI	239 389	18	8 233 225	16 073 931	188 470	86 200	271 760	166 135	- 105 485		
KOURITENGA	124 891	75	436 081	2 014 065	14 979	21 400	38 379	86 674	48 285	55 %	125 %
MOUHOUN	235 467	23	12 858 482	20 052 756	284 840	96 800	381 620	178 484	- 203 136		
NAHOURI	86 505	23	903 792	10 924 487	205 220	28 100	233 320	74 568	- 158 752		
NAMENTINGA	201 111	27	2 362 503	8 135 324	53 820	66 400	120 220	139 570	19 350	13 %	16 %
OURBITENGA	193 724	41	1 489 040	6 288 800	51 280	62 100	113 380	147 424	34 044	23 %	30 %
OU DALAN	86 061	8,6	8 007 584	8 681 292	61 921		61 921	53 692	- 8 229		
PASSORE	202 970	63	1 465 104	4 135 680	31 099	21 200	52 300	196 677	104 377	73 %	276 %
PONI	212 232	20	15 413 618	22 966 719	646 800	97 800	744 680	160 872	- 583 808		
SANGUIE	104 920	20,3	1 915 549	5 264 952	55 655	45 500	101 155	84 776	- 16 379		
SANMATENGA	334 057	36	2 253 874	11 635 071	54 860	51 000	105 860	231 834	125 974	54 %	119 %
SENO	174 010	13	11 121 043	15 209 272	77 700		77 700	103 710	26 010	25 %	33 %
SISSILI	141 722	10	33 696 721	40 870 997	679 794	109 800	788 994	122 165	- 666 829		
SOUN	156 746	12	10 902 526	11 815 009	60 770		60 770	93 421	32 651	34 %	53 %
SOUROU	273 551	29	4 431 049	11 357 552	132 160	54 600	186 760	207 351	20 591	9 %	11 %
TAPOA	108 367	7	21 416 300	22 309 931	452 287	15 800	468 100	57 571	- 410 529		
YATENGA	624 134	51	2 340 708	15 554 631	48 620	86 800	135 420	473 034	337 674	71 %	249 %
ZOUNDEOGO	107 741	38	3 310 196	5 992 585	55 000	36 900	91 900	87 055	- 4 845		
T O T A L								4 749 247			

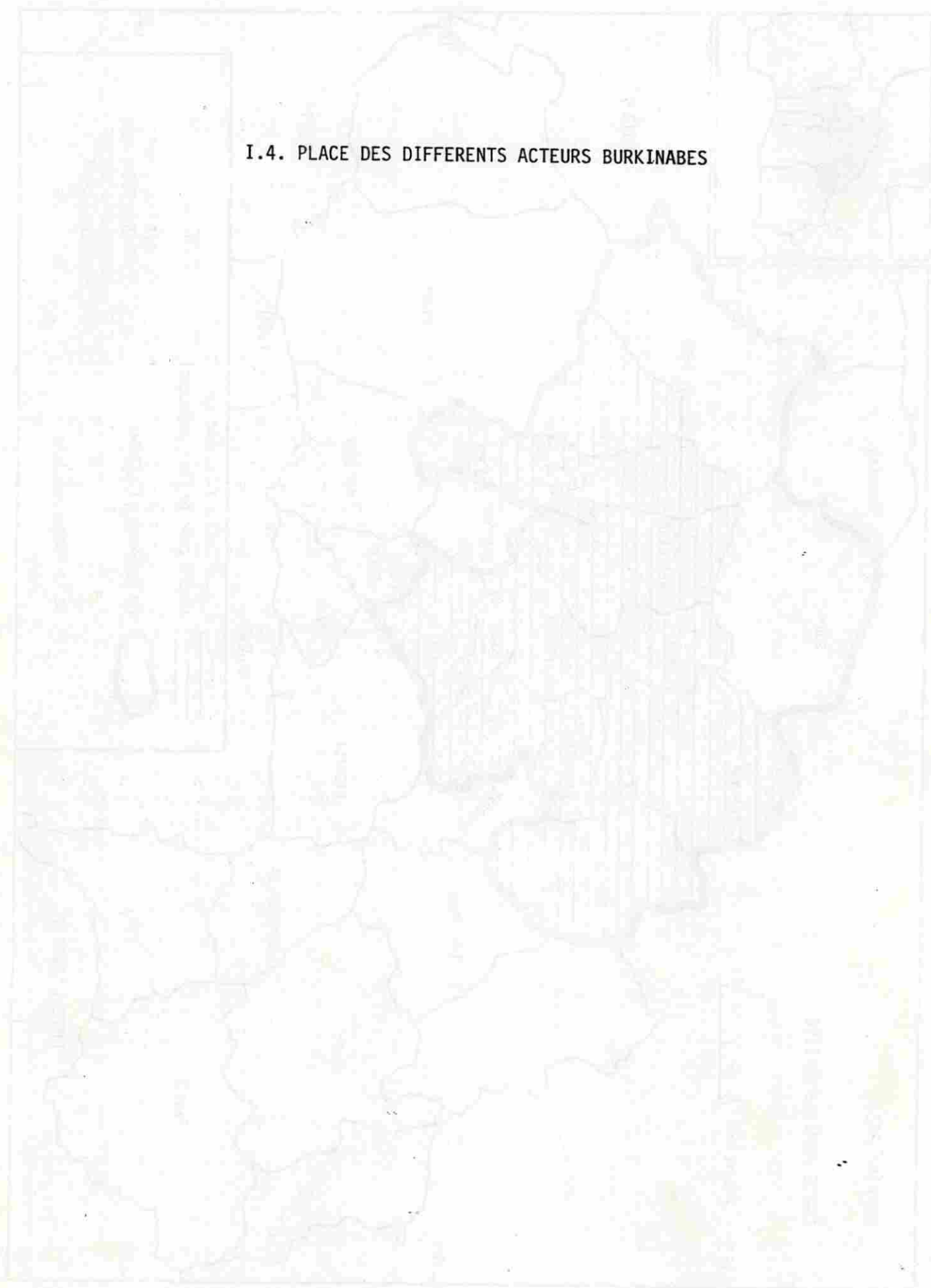
TABLEAU 1. "SITUATION DE LA CRISE DU BOIS DE FEU PAR PROVINCE"

En conclusion, la zone d'action prioritaire se compose par ordre d'importance décroissante, comme suit:

- **Dix provinces déficitaires du Plateau Mossi:**
Kadiogo, Bulkiemde, Passore, Yatenga, Bam, Kouritenga, Sanmatenga, Oubritenga, Bazaga, Namantenga.
- **Quatre provinces déficitaires limitrophes du Plateau Mossi:**
Gnagna, Soum, Seno, Sourou.
- **Quatre provinces en équilibre précaire, voir en déficit naissant:**
Sanguié, Oudalan, Zoundweogo, Ganzourgou.
- **Douze provinces excédentaires:**
Bougou, Kossi, Bougouriba, Mouhoun et surtout Nahouni, Sissili, Gourma, Tapoa, Komoe, Kenedou, Gou et Poni.



I.4. PLACE DES DIFFERENTS ACTEURS BURKINABES



I.5. ATTENTION AUX LIMITES DE L'"EFFET FOYERS AMELIORES"

Il serait tentant d'extrapoler à la consommation de bois, l'économie procurée par l'usage d'un foyer amélioré, même performant...

Hélas, il est probable que la relation n'est pas directement proportionnelle, et pour plusieurs raisons:

- Les modifications imprévisibles de comportement social: comment une famille va-t-elle ré-investir l'économie réalisée? Parfois, en améliorant les conditions de vie, comme par exemple en chauffant plus souvent l'eau sanitaire...
- En économisant une énergie de cuisson des aliments, on n'intervient pas sur toutes les formes d'utilisations domestiques du bois de feu: le bois est aussi utilisé pour chauffer l'eau sanitaire, pour préparer les boissons, pour préparer les médicaments, pour des transformations agro-alimentaires comme le Dolo, pour chauffer l'habitat, pour l'éclairage, pour le séchage, pour fournir les braises utilisées en repassage... Quelle est la part réelle du bois de feu utilisée pour la cuisson des aliments sur le foyer amélioré?
- L'usage du foyer amélioré ne se substitue généralement pas à 100 % à celui du foyer traditionnel dans les familles qui en sont équipées: si le foyer est fixe, il n'est pas utilisé une partie de l'année; lorsque la famille est plus nombreuse, l'utilisation d'une marmite plus grande rend impropre l'usage du foyer amélioré.
- Enfin, l'usage d'un foyer amélioré permet de diminuer la consommation de bois par personne... mais la croissance démographique naturelle (3,3 % à Bamako entre 1976 et 1983), à laquelle vient parfois s'ajouter le taux d'immigration dans les villes (3,7 % à Bamako de 1976 à 1983), augmentent sensiblement le nombre de personnes à satisfaire... diminuant d'autant l'effet sur la consommation (urbaine) de bois d'un programme d'économie foyer amélioré.

Tous les scénarios de "sortie de crise du bois de feu" combinent donc des programmes d'économie par l'usage de foyers améliorés à des volets de substitution et de meilleure valorisation des ressources ligneuses locales.

La crise du bois de feu n'est que l'expression contemporaine de la crise de l'énergie domestique.

II. PRESENTATION DU PROGRAMME NATIONAL DE DIFFUSION MASSIVE DE FOYERS AMELIORES

Le programme national a réellement débuté avec la campagne 1983-84. Elle concernait huit des trente provinces, principalement celles encadrées par des projets "Bois de Village": à savoir le Yatenga, Sanmatenga, Boulkiemde et Kadiogo, mais également les provinces excédentaires de Gourma, Nahouri, Komoe et Mouhoun. Plus de 6 000 F3PA furent auto-construits dans 244 villages ou quartiers, par des femmes, formées par des animatrices extérieures.

La campagne 1984-85 a étendu la diffusion à 17 provinces encadrées par des projets forestiers, sous la coordination de SFA. A Ouagadougou, la DMOF a organisé un programme de diffusion dans chacun des trente secteurs: environ 30 000 F.3PA y ont été ainsi auto-construits. Globalement, plus de 60 000 foyers améliorés auront été construits au cours de cette campagne.

A la fin 1985 se termine la première phase de la plupart des projets forestiers qui développaient ces volets d'action foyer amélioré. Novembre-décembre 1985 est donc une période charnière dans le déroulement du programme national de diffusion massive de foyers améliorés.

II.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme national de diffusion massive de foyers améliorés vise, à long terme, à renforcer les mesures de préservation et de valorisation du patrimoine forestier, explicité par le Président du Burkina Faso dans son discours sur "les trois luttes, les trois victoires sur la désertification". Il s'agit:

- de diminuer sensiblement et rapidement les consommations domestiques de bois de feu, pour alléger la pression qu'elles exercent sur les ressources ligneuses accessibles.
- de faciliter ainsi la transition vers d'autres formes d'énergie domestique comme le gaz, le kérosène... en particulier dans les zones urbaines et désertiques.
- de contribuer ainsi:
 - à la lutte nationale contre la désertification,
 - au développement économique du Burkina,
 - à la promotion féminine et à l'amélioration des conditions de vie.

II.2. OBJECTIFS IMMEDIATS

Dans le cadre du plan quinquenal 1986-91 en cours d'élaboration, le programme national vise l'équipement de:

- "- toutes les familles dans les provinces déficitaires de Bam, Bazega, Boulkiemde, Gnagna, Kadiogo, Kouritenga, Namentinga, Oubritenga, Passore, Sanmatenga, Sourou et Yatenga, soit 685 000 foyers,*
- la moitié des familles dans les autres provinces exédentaires, soit 350 000 foyers"*

(source: SFA "Projet de Diffusion Foyers Améliorés en Milieu Urbain et Rural" septembre 1985).

Pour cela, le programme se propose de poursuivre, sur tout le territoire national, quatre objectifs concomitants:

1. RECHERCHES

- . Sur les foyers à usage artisanal tels que les foyers à Dolo qui représenteraient 20 % de la consommation annuelle de bois à Ouagadougou.
- . Sur les différentes stratégies de vulgarisation de foyers améliorés, alimentées par la participation des équipes de chercheurs de l'IBE aux campagnes de formation et d'évaluation.
- . Sur l'amélioration des foyers domestiques avec une recommandation de la mission pour que des travaux sur les foyers améliorés multi-marmites soient développés (voir les travaux d'ALTERSIAL-ABF-GRET sur ce sujet, juin 1985, confirmés par ceux de l'Université de Louvain).

2. INFORMATION-SENSIBILISATION

En s'appuyant sur tous les modes de communication disponibles, émissions de radio, journeaux, séances de sensibilisation avec les militantes des CDR, à toutes occasions publiques, supports publicitaires...

3. LA DIFFUSION MASSIVE DES FOYERS AMELIORES

En distinguant:

- . la "promotion d'un système autonome" de diffusion massive de foyers métalliques fabriqués par des "ateliers privés" et des artisans, distribués commercialement par la "vente directe",
- . la vulgarisation des F.3PA, essentiellement basée sur la formation des femmes à la réalisation de leurs propres foyers.

4. LA SUIVI-EVALUATION

Indispensable pour s'assurer de la qualité des foyers améliorés vendus ou auto-construits, de leur bonne utilisation, pour en évaluer leur nombre et estimer la pertinence des systèmes de diffusion utilisés.

II.3. LES RESULTATS ESCOMPTEES

(Sont pr c s es ~~II~~ au II.5.3 - B
pour les foyers
m talliques

au II.4.5 ~~II~~ - pour les foyers
3 Pices Am ric es.

II.4. LE PROGRAMME DE DIFFUSION MASSIVE DU F.3PA

(cf. "Projet de diffusion des foyers améliorés en milieu urbain et rural" septembre 1985, voir en annexe.)

Il existe un programme qui vise la couverture des trente provinces du Burkina Faso. La structure de vulgarisation promulguée est la même pour chacune des provinces. Elle organise, à tous les niveaux, la mobilisation de toutes les compétences disponibles: celles des CDR, des services techniques des différents ministères, des agents de développement.

Par contre, les financements internationaux viennent de plusieurs sources; généralement, l'action foyers améliorés n'est qu'un volet du programme de coopération financé. Et décembre 1985 était une époque charnière pour un grand nombre de ces programmes arrivés en fin de première phase d'exécution.

D'autres projets complémentaires sont initiés par le DMOF, ou le Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale.

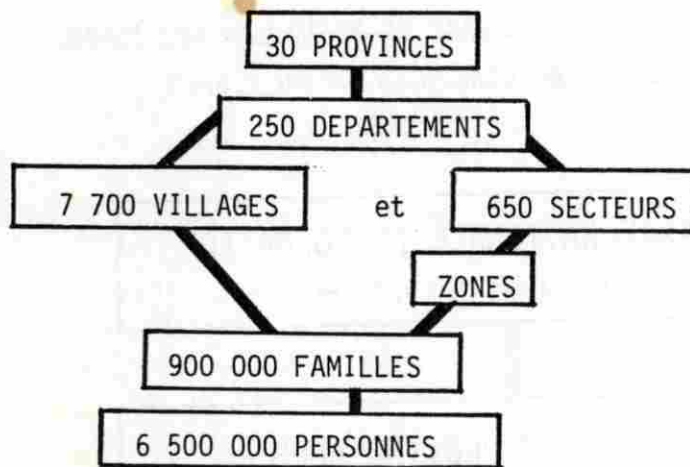
Nous allons donc présenter successivement:

- la structure de vulgarisation retenue par le Burkina Faso, et appliquée à l'échelle nationale par SFA,
- les propositions de la mission concernant cette structure,
- les autres programmes mis en oeuvre par la DMOF et l'Essor Familial,
- l'état, par province, des projets financés ou en négociation, avec l'identification des provinces encore dépourvues de support financier,
- les objectifs et résultats attendus sous deux ans,
- un budget prévisionnel sur deux années,
- le cadre institutionnel.

II.4.1. STRUCTURE NATIONALE DE VULGARISATION DE F.3PA

Cette structure de vulgarisation, testée et améliorée depuis deux campagnes annuelles, a été conçue exclusivement pour assurer la formation des femmes à la réalisation de leur propre foyer. Pour bien comprendre, il convient de rappeler la "structure administrative du Burkina Faso" schéma 2.

Schéma 2. "STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU BURKINA FASO"



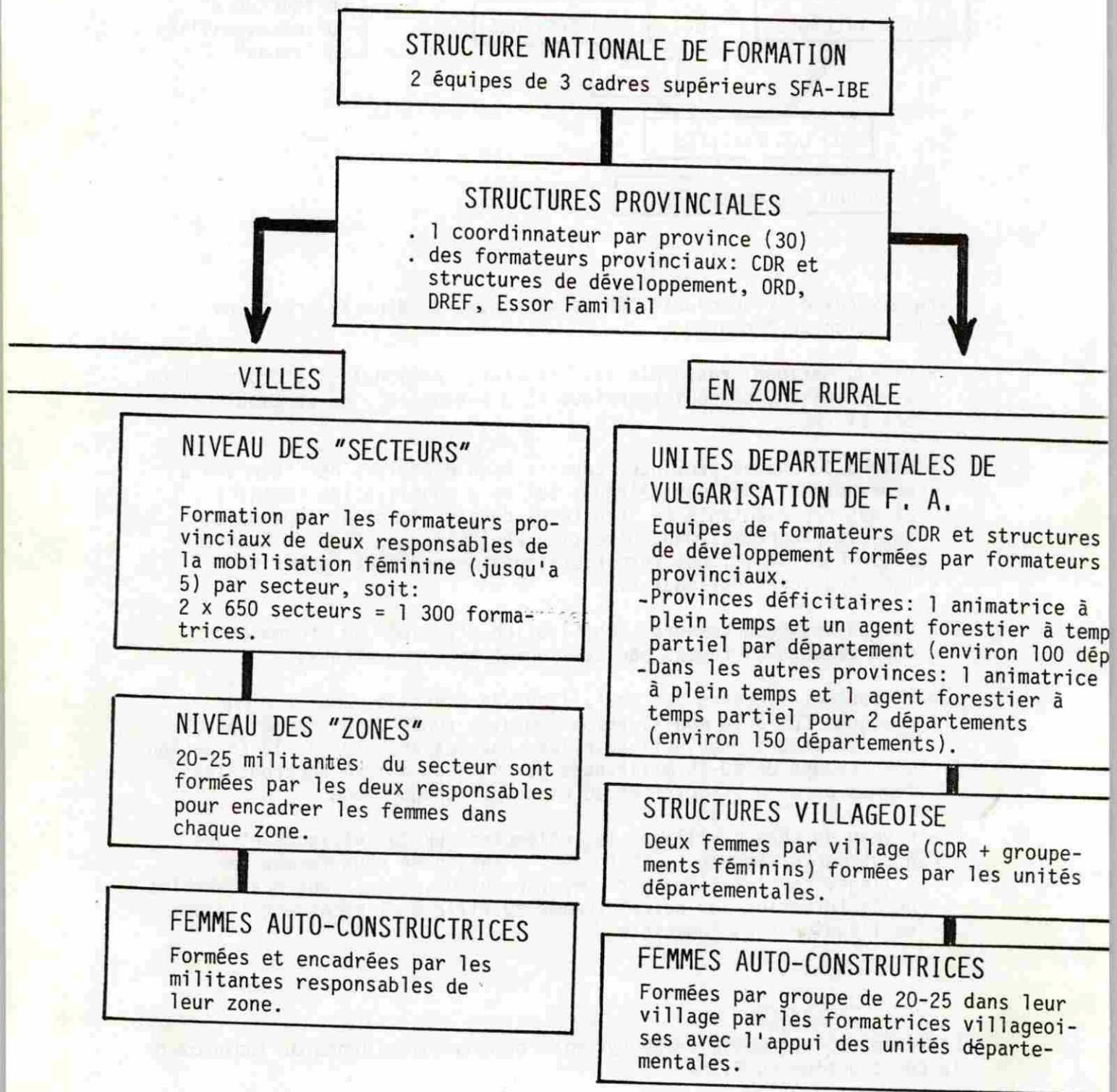
Les chefs lieu de Provinces sont découpés en "secteurs" eux-mêmes divisés en "zones"

Cinq niveaux de responsabilités se distinguent dans le processus de formation de formateurs:

- **niveau national:** rassemble les "structures nationales" d'organisation, de formation, d'appui technique et d'évaluation, en particulier SFA ET IBE.
- **niveau de chaque province:** constitution d'équipes de "formateurs provinciaux" avec des délégués CDR à la mobilisation féminine et des représentants de structures de développement impliqués dans le programme: ORD, Direction Régionale des Eaux et Forêts, Essor Familial... Ces formateurs provinciaux sont formés par les structures nationales.
- **niveau des départements:** constitution d'équipes de "formateurs départementaux" formés par les formateurs provinciaux.
- **niveau des secteurs des chefs lieux de province:** deux à cinq délégués CDR à la mobilisation féminine (DMOF) sont formés par les formateurs provinciaux: elles sont responsables de la formation d'un groupe de 20-25 militantes par secteur qui encadreront les femmes auto-constructrices au niveau de chaque zone.
- **niveau de chaque village:** les déléguées CDR des villages et des groupements féminins sont formées à raison de deux femmes par village, par les formateurs départementaux. Elles sont responsables de la formation des autres femmes du village et reçoivent l'appui de l'équipe départementale.

Le schéma 3. décompose cette pyramide de formation des femmes aux techniques de la construction du F.3PA.

SCHEMA 3. "STRUCTURE PYRAMIDALE DE FORMATION DES FEMMES
AUX TECHNIQUES DE CONSTRUCTION DU F.3PA"



A l'échelle du pays, la mise en oeuvre rigoureuse du processus de vulgarisation représente une mobilisation colossale de compétences, de moyens humains et financiers... dont une large partie supportée par le budget national.

Le tableau 4. établit quelques estimations des moyens humains, en équipement et fonctionnement, et des frais de formation correspondant à la structure pyramidale de formation retenue par le Burkina Faso.

	MOYENS HUMAINS		EQUIPEMENTS ET FONCTIONNEMENT		FRAIS DE FORMATION DES FORMATEURS	
	CONTRIBUTION NATIONALE	CONTRIBUTION EXTERIEURE	CONTRIBUTION NATIONALE	CONTRIBUTION EXTERIEURE	CONTRIBUTION NATIONALE	CONTRIBUTION EXTERIEURE
NIVEAU NATIONAL	6 cadres supérieurs (les formateurs)	3 chauffeurs	<ul style="list-style-type: none"> bureaux taxes d'importation 	<ul style="list-style-type: none"> 3 véhicules essence, huile assurance entretien équipement bureaux 	-	<ul style="list-style-type: none"> formation de 30 coordinateurs provinciaux pendant 10 jours, 3500 F/j d'indemnités individuelles et déplacements
NIVEAU PROVINCIAL	30 cadres moyens (les coordinateurs provinciaux)	-	<ul style="list-style-type: none"> bureaux 	<ul style="list-style-type: none"> 30 mobylettes outillage essence, huile, assurance, maintenance... matériel bureaux 	-	<ul style="list-style-type: none"> formation de 350 formateurs départementaux pendant 10 jours, 3500 F/j d'indemnités individuelles formation de 1000 responsables de secteur pendant 5 jours, 3500 F/j d'indemnités individuelles
NIVEAU DEPARTEMENTAL	175 animatrices à plein temps 175 agents forestiers à temps partie)	-	<ul style="list-style-type: none"> bureaux 	<ul style="list-style-type: none"> 175 mobylettes outillage essence, huile, assurance, maintenance matériel de bureaux 	-	<ul style="list-style-type: none"> la quart des villages soit 2000, touchés la première année: formation de 4000 responsables villageois pendant 5 jours à 2000 F/j d'indemnités individuelles
NIVEAU DES "SECTEURS"	1300 animatrices de secteur	-	<ul style="list-style-type: none"> bureaux 	-	<ul style="list-style-type: none"> formation progressive de 13000 militantes CDR responsables de zone (20 à 25 par secteur) 	-
NIVEAU DES VILLAGES	4000 responsables villageois	-	-	-	<ul style="list-style-type: none"> formation et suivi des femmes auto-construc-trices dans les villages 	-
NIVEAU DES FEMMES AUTO-CONSTRUC-TRICES	environ 3 à 400 000 femmes	-	-	-	<ul style="list-style-type: none"> auto-construction de F.3PA 	-

TABLEAU 4. "Récapitulatif des moyens nécessaires à la réalisation du programme de formation et affectation des contributions nationales et extérieures"
(Projet nationale du SPA)

II.4.2. QUELQUES CONSIDERATIONS ET PROPOSITIONS DE LA MISSION AU REGARD DE CETTE STRUCTURE PYRAMIDALE DE VULGARISATION DU F.3PA

a) Les atouts de cette structure au Burkina Faso:

Le premier, c'est que cette structuration résulte des améliorations successives apportées par deux campagnes de vulgarisation passées. Elle bénéficie de l'expérience et d'une pratique, qui lui confèrent un caractère relativement pragmatique.

Cette structure pyramidale s'appuie sur des organismes déjà opérationnels: organismes politiques de mobilisation représentés en permanence dans tous les villages et secteurs (les CDR) et organismes plus techniques de développement (ORD, Eaux et Forêts, Essor Familial...)

b) Les difficultés et limites:

L'énormité du programme de vulgarisation suppose, pour cette seule phase de formation de formateurs, hors toutes dépenses de suivi et d'évaluation, un budget annuel pendant cinq années évalué par le SFA dans son document de septembre 1985, à plus de 550 millions de F. CFA... auxquels il convient de rajouter les contributions nationales en nature.

La contribution extérieure recherchée par le SFA est évaluée à plus de 400 millions de F. CFA par année.

c) Quelques propositions de la mission:

Le plan quinquennal 1986-91 fixe un objectif différencié suivant les provinces: toutes les familles des 12 provinces déficitaires doivent être équipées de foyers améliorés d'ici cinq années tandis que cet objectif est réduit de moitié dans les autres provinces: la première phase du programme F.3PA pourrait alors concentrer tout ses moyens "lourds" sur ces provinces déficitaires.

Les avantages sont certains:

- diminution d'un facteur trois au moins du budget annuel nécessaire,
- réduction d'un facteur trois du territoire à couvrir,
- effet démultiplicateur optimum car ces provinces sont densément peuplées ce qui facilite la vulgarisation. De plus, la crise du bois est fortement incitative au niveau des familles.

Les autres provinces exédentaires, pourraient bénéficier dès à présent de programmes d'accompagnement, peu onéreux car utilisant une logistique (équipement en automobiles et mobylettes, encadrement humain, fonctionnement) disponible et déjà financé par tel ou tel programme de développement.

Il s'agirait simplement de saisir toutes opportunités d'intégrer un volet foyer amélioré aux programmes existants, en particulier les projets forestiers.

Utiliser massivement les émissions radiophoniques d'animation rurale pour créer le climat de confiance indispensable à l'amplification de l'action menée.

Porter une attention particulière à la localisation des sessions de formation: au regard des précédentes campagnes, par exemple, il semble plus économe en temps de formateur de rassembler les deux femmes choisies par leur village pour une session groupée de formation que d'organiser des sessions de formation dans chaque village... L'effet démultiplicateur est augmenté d'un facteur 10 sans alourdir le budget.

De même, la question se pose de savoir s'il est plus économe, voir efficace, de former les coordinateurs provinciaux séparément dans leur province, ce qui exige la mise sur pied de trois équipes mobiles nationales, ou au contraire de les grouper en deux sessions de formation à Ouagadougou... Ce qui économise le temps des formateurs nationaux, et l'acquisition de trois véhicules, leur fonctionnement, les salaires de trois chauffeurs...

Les animatrices à plein temps des structures départementales pourraient (sont?) être choisies parmi les responsables à la mobilisation féminine des CDR plutôt que de devoir être recrutées spécifiquement par le programme. Leur coût est alors déjà pris en charge par une structure nationale, le DMOF et s'inscrit dans la contribution nationale au budget.

Le coût de formation des deux responsables villageoises pourrait utilement être pris en charge, au moins en partie par le village lui-même. D'une part, cela dénoterait une réceptivité prometteuse pour le déclenchement du mécanisme d'auto-diffusion; d'autre part cela allègerait très sensiblement ce poste budgétaire. Nous suggérons donc que le village assume, par moitié, le coût de formation des deux responsables, c'est à dire finance par cotisation 10 000 F. CFA.

II.4.3. PRESENTATION DES AUTRES PROGRAMMES MIS EN OEUVRE PAR LA DMOF ET L'ESSOR FAMILIAL

II.4.4. ETAT, PAR PROVINCE, DES PROJETS FINANCES OU EN NEGOCIATIONS

Le tableau 5. récapitule, pour les campagnes 1983-84 et 1984-85 les différents projets qui ont financièrement supporté des volets d'action F.3PA dans des provinces. S'agissant le plus souvent de projets Bois de Village (BdV) et forestiers, SFA en était le plus souvent le coordinateur.

Pour 1985-86, un grand nombre de ces projets à été ou est encore en renégociation: le Tableau 5. présente la situation que la mission a pu constater en novembre 1985;

- 9 des 14 provinces déficitaires auraient un programme confirmé,
- pour les 5 autres provinces, le Burkina Faso serait en cours de négociations avec l'UNSO, la Coopération Canadienne, le GTZ et le PAS.

1985 marque le développement d'une action d'envergure nationale coordonnée par la DMOF.

CAMPAGNE B3 - B4 COORDONNÉE PAR SFA	CAMPAGNE B4 - B5 COORDONNÉE PAR SFA	FINANC. GIZ		PROGRAMMES CONFIRMÉS AU SFA		REQUÊTE IDR A COOPERATION CANADIENNE	PROGRAMMES A L'ETUDE
		VILLAGES F.A. DIFFUSÉS	VILLAGES F.A. DIFFUSÉS	SOURCE FINANCEMENT	USOUEIN		
PROVINCES EXCÉDENTAIRES	BAH			BdV (Pays-Bas)	1988		
	BAZEGA		829	UNSO Sapone	1988		
	BOUKIEMDE	14	4123	UNSO "Bois collectifs"	1988		Projet de l'Essor Familial de formation dans les écoles UNSO finance un projet qui pourrait étendre son action aux foyers améliorés
	GNAGNA		2095				
	KADIDOGO	12	5829	UNSO (Suède)	1991		
	KOURITENGA			FAO (Italie)			
	NAKENTINGA		61	BdV (Suisse) / UNSO (Suède)	1988		UNSO finance un projet qui pourrait étendre son action aux foyers améliorés
	OUBRITENGA		1482				
	PASSORE		850				Négociations en cours, projet forestier avec le Canada : volet foyers améliorés ?
	SANWATENGA	206	4090	BdV (Pays-Bas)	1988		Négociations en cours avec GIZ et projet de l'Essor Familial de formation dans les écoles PAS/CILSS encadre un projet comportant un volet FA. Négociations en cours avec GIZ. Projet Essor Familial de formation de formateurs
PROVINCES EXCÉDENTAIRES	SENO		7163	BdV (Pays-Bas)			
	SOM			BdV (Pays-Bas)			
	SOUROU			BdV (Suisse)	1988		
	YATENGA	65	1235				
	BOUCOURIBA			UNSO (Suède)	1988		
	BOULGOU		348	FAO (Italie)	1991		
	KOMOE	16	87	FAO/GCP Banfora			
	KANZOURGOU			BdV (Suisse)	1988		
	GOURMA	26	301	BdV (Suisse)	1988		
	HOUET		676	UNSO (Suède)	1988		
PROVINCES EXCÉDENTAIRES	KENEDOUGOU		18	UNSO (Suède)	1988		
	KOSSY			BdV (Pays-Bas)	1988		
	MOUOUN	66	591	BdV (Pays-Bas)	1988		
	NAHOURI	23	660	BdV (Suisse)	1988		
	OUDALAN						
	PONI			UNSO (Suède)	1988		
	SANGUE		14	UNSO/Bois Collectifs	1988		
	STISSILI			BdV (Suisse)	1988		
	TAPPA		973	BdV (Suisse)	1988		
	ZOUNDEOGO	244	7689				
		244	34623	30	30000		

(BdV = Bois de Village)

TABLEAU 5. "ETAT PAR PROVINCE DES PROJETS FINANCES
OU EN NEGOCIATIONS"

II.4.5. LES OBJECTIFS ET LES RESULTATS ATTENDUS SOUS DEUX ANS

- Structurer progressivement une capacité endogène de formation, de suivi et d'évaluation:
 - 30 coordinateurs provinciaux,
 - 100 animatrices départementales,
 - 100 agents forestiers,
 - 1300 animatrices de secteur,
 - 4000 responsables villageoises,
 - 13000 responsables de zones, militantes du CDR.
- Equiper 35 % des familles dans les provinces déficitaires de deux F.3PA, soit un objectif de 300 000 F.3PA et 10 % des familles dans les provinces excédentaires, soit environ 100 000 F.3PA.
- Sensibiliser les femmes aux modes de cuisson économique au bois tel que l'usage préférentiel du feu doux, l'arrêt opportun du feu en fin de cuisson, la minimisation des quantités d'eau de cuisson...
- Le développement de la capacité individuelle à entretenir, réparer et reconstruire le F.3PA.

II.4.6. BUDGET PREVISIONNEL D'UNE PREMIERE PHASE DE DEUX ANNEES

Le SFA a établi un budget estimatif détaillé pour la première année d'un "projet de diffusion foyers améliorés en milieu urbain et rural" septembre 1985, présenté en annexe, prévu sur la période du plan quinquennal. Certaines erreurs se sont glissées que nous avons notifié sur le document en annexe.

La mission s'est efforcée de chiffrer ses propositions, formulées en paragraphe II.4.2. à savoir, la prise en considération dans le projet SFA de:

- zone d'action pour ces deux premières années concentrées sur les 14 provinces déficitaires,
- intégration dans les projets forestiers de programmes d'accompagnement foyers améliorés dans toutes les provinces,
- campagnes radiophoniques soutenues
- formations des formateurs provinciaux à Ouagadougou,
- coûts de formation des deux responsables villageoises partagés par moitié entre le budget du programme et une cotisation du village (10 000 F. CFA/village),
- les animatrices à plein temps des structures départementales sont choisies parmi les responsables à la mobilisation féminine des CDR.

A. ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS EXTERIEURES

MONTANT EN F. CFA
(1\$US = 405 F.CFA)

	PREMIERE ANNEE	DEUXIEME ANNEE
a) EQUIPEMENT		
. 1 véhicule pour structure nationale (prix HT)	4 000 000	-
. 30 mobylettes pour structures provinciales (prix HT)	4 500 000	-
. 100 mobylettes pour les structures départementales des provinces déficitaires (prix HT)	15 000 000	-
. équipements et outillages divers pour structures provinciales et départementales (130 000 F./départements ou provinces)	5 720 000	
SOUS TOTAL	29 220 000	

.../...

.../...

b) FONCTIONNEMENT

. structure nationale : essence	1 020 000	1 020 000
entretien, assurance, huile	930 000	930 000
matériels de bureau	350 000	350 000
. structures provinciales: essence	3 001 000	3 001 000
entretien, assurance 30 mobylettes	849 000	849 000
matériels de bureau	300 000	300 000
. structure départementales: essence	10 005 000	10 005 000
assurance, entretien 100 mobylettes	2 925 000	2 925 000
matériels de bureau	2 000 000	2 000 000

SOUS TOTAL

21 380 000 21 380 000

c) FORMATION, SUIVI ET AUTO-EVALUATION

. de 30 coordinateurs provinciaux à Ouagadougou: 30 x 10j x 3500F/j	1 050 000	-
déplacement AR à Ouagadougou	1 000 000	-
. de 200 responsables départementaux des provinces déficitaires, y compris leurs déplacements au chef lieu de province : 200 x 10j x 3500 F/j	7 000 000	-
. de 150 responsables départementaux d'autres prvinces, y compris leurs déplacements au chef lieu de province: 150 x 10j x 3500 F/j	-	5 250 000
. de 1000 responsables CDR de mobilisation féminine dans les secteurs en deux ans : soit chaque année 500 x 5j x 2000F/j en moyenne	5 000 000	5 000 000
. de 4000 responsables villageoises par année, y compris leur déplacements au lieu de formation (non compris le co-financement villageois de la moitié des indemnités): 4000 x 50 % x 5j X 2000 F/j	20 000 000	20 000 000

SOUS TOTAL

34 050 000 30 250 000

.../...

.../...

d) PERSONNEL

. un expert associé indemnités de déplacement	p.m. 1 000 000	p.m. 1 000 000
. un comptable	1 000 000	1 000 000
. un chauffeur, y compris ses indemnités de déplacement	800 000	800 000

SOUS TOTAL

2 800 000 2 800 000

e) SOUS TRAITANCE

. appui technique de la Radio Télévision du Burkina Faso, dans le cadre de ses émissions "jeux-concours" et "débats sous un arbre" en milieu villageois; pour promouvoir l'idée de construire son F.3PA et informer du processus de formation	3 000 000	3 000 000
--	-----------	-----------

SOUS TOTAL

3 000 000 3 000 000

TOTAL

90 450 000 62 650 000

Divers et imprévus 5 %

4 550 000 3 350 000

CONTRIBUTIONS EXTERIEURES / BUDGET PREVISIONNEL

95 000 000 66 000 000

B. CONTRIBUTION NATIONALE

MONTANT EN F. CFA
(1\$US = 405 F. CFA)

	PREMIERE ANNEE	DEUXIEME ANNEE
a) EQUIPEMENT ET FONCTIONNEMENT		
. mise à disposition des bureaux pour les structures nationales, provinciales, départementales et des secteurs	p.m.	p.m.
. logement de l'expert associé	3 000 000	3 000 000
. véhicule SFA-IBE	p.m.	p.m.
. locaux pour la formation à l'IBE	p.m.	p.m.
. taxes d'importation sur le véhicule et les mobylettes	p.m.	p.m.
b) PERSONNEL		
. 6 cadres supérieurs de l'IBE, SFA... pour les équipes nationales de formation	11 400 000	5 500 000
. 30 cadres moyens, coordinateurs provinciaux	32 400 000	32 400 000
. 100 animatrices DMOF départementales à plein temps la première année	60 000 000	-
. puis 175 animatrices la deuxième année	-	105 000 000
. 100 agents forestiers départementaux à temps partiels la première année	4 000 000	-
. puis 175 agents forestiers la deuxième année	-	7 000 000
. 500 puis 1000 animatrices DMOF de secteur à temps partiel (1/12ème)	25 000 000	50 000 000
. 4000 responsables villageoises à temps partiel, volontaires	p.m.	p.m.
. 13000 animatrices responsables de "zone" à temps partiel	p.m.	p.m.
CONTRIBUTIONS NATIONALES : TOTAL PARTIEL	135 800 000	202 900 000

Ces budgets prévisionnels montrent, pour un objectif restreint, l'importance des moyens à mettre en oeuvre. C'est pourquoi il convient de répartir le plus possible les charges pour ne pas faire supporter à ce seul programme de vulgarisation F.3PA, les investissements, les coûts de fonctionnement, les salaires, dont l'utilisation est partagé avec d'autres activités.

Ces budgets dimensionnent également l'importance de l'effort financier à consentir par le budget national burkinabe, non compté l'investissement humain dans tous les villages et zones...

Enfin, ces budgets ne prévoient qu'un processus de suivi et d'auto-évaluation par les structures et responsables en place. Toute campagne d'évaluation par échantillonnage nécessiterait un financement spécifique.

II.4.7. LE CADRE INSTITUTIONNEL

Il appartient au Gouvernement Burkinabe de statuer sur ce point. Les principaux organismes impliqués dans l'organisation à différents niveaux, des actions de vulgarisation sont le Ministère de l'Environnement et du Tourisme par ses agents forestiers et le SFA, ainsi que le Secrétariat Général des Comités de Défense de la Révolution par ses responsables locaux de la mobilisation féminine.

L'IBE, l'Essor Familiale, les ORD, ne sont généralement associés qu'à un des niveaux du programme.

Ce programme devrait renforcer le fonctionnement de la Commission Inter-ministérielle Foyers Améliorés, lieu privilégié de concertation entre tous les organismes impliqués.

II.5. LE PROGRAMME DE DIFFUSION DES FOYERS AMELIORES METALLIQUES :

II.5.1. RAPPEL DES PROJETS EXISTANTS ET DES PRINCIPAUX ATOUTS

- Il existe un projet de diffusion du Foyer Ouaga-Métallique, co-financé par la Mission Forestière Allemande (devenu Programme Allemand pour le Sahel) et le SFA, qui s'est prolongé jusqu'en décembre 1985.

Il s'est développé dans les villes de Ouagadougou, Koudougou, Dédougou et Tenkodogou, et a employé entre 10 et 15 personnes. Les dépenses annuelles s'élevaient en moyenne à environ 35 millions de F. CFA, les recettes provenant de la vente de foyers à un peu plus de 8 millions. (source : Eva Maria Bruchhaus et Cornelia Sepp, juin 1984)

Environ 7 160 foyers métalliques ont été commercialisés, surtout à Ouagadougou.

- En 1985, une trentaine d'artisans ont été formés à la technique de fabrication de Foyers Métalliques (Foyer Ouaga et Burkina Mixte), dans la province de Kadiogo, par l'IBE-SFA qui disposent d'un savoir-faire exploitable en cette matière.
- Le CNPAR, Centre National de Perfectionnement des Artisans Ruraux, dispose de deux centres à Ouagadougou et Bobo Dioulasso et d'antennes à Fada, Dedougou, et Ouahigouya. parmi les cinq thèmes de perfectionnement, figure la forge.. dont les sessions se déroulent sur sept mois, par groupes de 15 forgerons. Ces artisans sont pré-sélectionnés sur tout le territoire par les ORD : ils ont entre 18 et 35 ans, s'engagent à retourner dans leur village après perfectionnement, ont déjà de bonnes notions du métier, et perçoivent une indemnité d'hébergement de 7500 F. CFA par mois (financement du FED).

Exceptionnellement, cette année scolaire est composée de deux sessions de trois mois, consacrés au recyclage des anciens artisans : un volet de cours sur les Foyers Métalliques pourrait sans retard être programmé dans ces sessions (1er octobre au 31 décembre 1985 et 1er janvier au 31 mars 1986).

Le CNPAR forme encore les artisans maçons à la construction de Foyers Massifs... La consolidation des relations entre le CNPAR et les autres organismes de diffusion de foyers améliorés est projetée : elle doit être encouragée.

Autre particularité intéressante : le protocole d'accord international entre le CNPAR et la Suisse prévoit l'exonération des taxes douanières, ce qui permet au CNPAR d'importer directement d'Europe via Lomé les tôles utilisées. D'après le responsable rencontré, "si le CNPAR était associé à un programme de diffusion de Foyers Métalliques, le Service d'Assistance-Conseil-Soutien (SACS) pourrait s'occuper de l'approvisionnement direct en tôles de tous les forgerons formés au CNPAR, et ce, pendant plusieurs années ..."

Enfin, le CNPAR pourrait mettre sa structure de formation professionnelle au service de sessions spéciales de formation d'artisans tôliers, forgerons traditionnels, ceux par exemple qui fabriquent les fourneaux malgaches en ville.

Un dernier point de repère : le SACS assure un service de crédit d'équipement sur trois ans aux forgerons formés au CNPAR ... Ce centre pourrait par exemple produire des équipements de fabrication de Foyers Métalliques (rouleuse, cisaille...) pendant les sessions de perfectionnement et en assurer la promotion auprès des artisans.

- La distribution de petits équipements domestiques en zones rurales est bien maîtrisée par quelques magasins d'envergure nationale comme SOVOLVOM et FACOYAL. Ils pourraient vraisemblablement être associés à des programmes de diffusion commerciale de Foyers Métalliques dans les zones rurales. La Commission Interministérielle de Vulgarisation de Foyers Améliorés souhaite entreprendre une étude pour faire le point sur les voies et moyens d'une promotion massive de Foyers Métalliques.

II.5.2. QUELQUES PROPOSITIONS DE LA MISSION

- A. Le "Projet de Diffusion Foyers Améliorés en Milieu Urbain et Rural" rédigé par SFA en septembre 1985 (voir § II.2.) prévoit dans ses objectifs (P. 4) de "promouvoir un système autonome" pour la "production par des ateliers privés dont les responsables seront formés et suivis" et la "vulgarisation par la vente directe et des points de vente"... Mais le budget, le calendrier, les acteurs de ce volet de diffusion ne sont pas décrits dans le programme. Nos propositions visent donc à suggérer quelques pistes, à donner quelques indications chiffrées pour réserver des moyens financiers tout en sachant que le programme burkinabè de diffusion de Foyers Métalliques reste à définir en concertation approfondie avec les organismes nationaux responsables.

B. Par nature, la diffusion de foyers métalliques s'inscrit dans une logique de marché impliquant des fabricants, des distributeurs et des acheteurs.

Après s'être assuré de l'existence et de la capacité potentielle des secteurs de la production et de la commercialisation, ainsi que de la potentialité de la demande, une diffusion commerciale de ces foyers peut être envisagée :

- * Capacité potentielle de production : elle existe dans les agglomérations urbaines les plus importantes. Des structures de formation des artisans sont, depuis longtemps, opérationnelles : le CNPAR depuis 1969 perfectionne les artisans ruraux, l'IBE forme déjà des artisans à Ouagadougou aux techniques de fabrication des foyers métalliques. La principale inconnue demeure l'évolution de l'approvisionnement en tôle noire 10/10ème utilisée pour le Ouaga Métallique et les réserves en tôle de récupération pour le Burkina Mixte... La question se pose également de la pertinence de cette séparation actuelle : tôle neuve réservée au Ouaga Métallique et tôle de récupération pour le Burkina Mixte ? Le CNPAR peut semble-t-il jouer un rôle important pour maîtriser ces paramètres (gestion des stocks de tôle, évolution des prix...), au moins dans la première période de montée en puissance de la demande.
- * Capacité potentielle de distribution : elle existe naturellement dans les agglomérations urbaines, jusque dans les villages en zone rurale : c'est par ce réseau de revendeurs sur les marchés, dans les quartiers et villages que s'écoule déjà la production de fourneaux malgaches et autres instruments de cuisine. Des distributeurs comme SOVOLCOM et FACOYAL ont l'envergure nécessaire à une promotion commerciale nationale de foyers métalliques. Il semble qu'il y ait un lien étroit entre la nature de l'artisan (traditionnel ou atelier de production), le matériau utilisé (tôle de récupération ou neuve), le foyer réalisé (Burkina Mixte ou Ouaga Métallique) et le système de distribution commerciale (informel et diffus ou formel : points de vente, distributeurs...). C'est étroites relations sont peu ou mal connues : elles conditionnent pourtant la mise en place d'un programme important de diffusion de foyers métalliques. Des groupes organisés peuvent favoriser, dans un premier temps, le "démarrage" de la production en organisant des commandes groupées : liste en circulation dans les organismes publics... Enfin, il ne semble pas recommandable de créer une structure spécifique de commercialisation de foyers métalliques : à terme, ce sont les mécanismes endogènes de la distribution qui devront assurer la commercialisation; il est nécessaire de les y aider, au démarrage, mais il serait dangereux de s'y substituer, artificiellement, avec des moyens extérieurs.

FASO YDAR

- * La demande potentielle existe-t-elle ? Qui pourrait répondre honnêtement à cette question ? S'agissant d'un produit nouveau, la demande potentielle ne peut réellement être évaluée qu'après une campagne d'information de promotion commerciale orchestrées et soutenue. Notre sentiment subjectif est qu'il y a une demande potentielle motivée par le caractère transportable du foyer métallique, et par son aspect "moderne", socialement valorisant. Ces deux arguments plaideraient surtout, dans un premier temps, pour des usages urbains. Le coût est un facteur déterminant. Quelques points de repères toutefois : dans les premiers programmes de foyers massifs, plus de 6 000 familles avaient dépensé plus de 6 000 F. CFA pour acquérir ces foyers à Ouagadougou (programme de MFA et de l'AIDR) : actuellement, une étude du Ministère du Commerce évalue à 35 000 le nombre de familles burkinabé qui utilisent le gaz butane avec des cuisinières importées, inaptées à la préparation des plats traditionnels... Après la campagne promotionnelle de décembre 1984, où les Ouaga Métalliques étaient proposés par SFA à moitié prix, il n'a fallu que quelques jours pour écouler les stocks et déborder la capacité de production qui a dû mettre 6 mois pour résorber les commandes... Enfin, on estime qu'un ménage type de Ouagadougou dépense actuellement entre 3 000 et 5 000 F. CFA par mois pour acquérir son bois de chauffe, à comparer au 1 000 ou 2 000 F. CFA d'un Ouaga Métallique.

C. Le plus délicat reste d'organiser la mise en route harmonieuse de ces trois niveaux "production-distribution-demande" ! Par où commencer, sans perturber irréversiblement les relations naturelles entre ces trois secteurs ?

Nous pensons qu'il faut "exciter" les trois secteurs d'une même ville simultanément, en nous donnant les moyens de pallier momentanément la défaillance de l'un quelconque de ces maillons. Le "projet de diffusion foyers métalliques urbains" devrait alors être en mesure :

- * de former les artisans, de les suivre dans leurs ateliers pour les aider à organiser leur production et s'assurer de la qualité finale des foyers métalliques,
- * de fabriquer occasionnellement des foyers métalliques pour être en mesure de :
 - renforcer la capacité initiale de production, si la demande se développe par a-coups,
 - offrir une référence de prix, annoncé dans les campagnes de promotion commerciale,
 - offrir une référence de qualité,

- * d'orchestrer une campagne soutenue de réelle promotion commerciale de foyers métalliques. pour créer une demande à la dimension requise par les contraintes de production-distribution, il faut consentir un effort publicitaire que seul le secteur public et des organismes de coopération peuvent financer. C'est effectivement une sorte de subvention au secteur artisanal privé, pour l'aider à créer un nouveau marché.
Ces organismes devront faire ressortir plusieurs messages sélectifs :
 - en direction des femmes, l'attrait d'un foyer transportable et d'une cuisson rapide,
 - en direction des décideurs familiaux, le plus souvent les hommes, l'intérêt financier, l'économie de bois acheté...
 - pour l'acheteur, la localisation des points de vente.
- * de suivre et renforcer un de ces volets en fonction des résultats pour éviter les à-coups dans la montée en puissance du processus : en particulier, de suivre les importations de tôles neuves pour éviter les ruptures de stocks.

D. Quelle tactique adopter ? Commencer les programmes comme cela a été fait au Burkina Faso, par les villes et en premier lieu par Ouagadougou. En effet, il s'agit de compléter une activité sociale (F.3PA) par la promotion d'une activité économique (FM) dans le secteur artisanal, résident dans les agglomérations. De plus :

- * par rapport à la crise du bois de feu, l'approvisionnement en bois de feu des villes engendre des processus de désertification de plus en plus graves dans les zones rurales avoisinantes : résoudre en partie le problème des villes, c'est résoudre aussi une partie du problème de ces zones rurales sur-exploitées, par l'allègement des prélèvements obligatoires de bois.
- * Au regard des motivations, il semble plus facile de convaincre une famille urbaine d'investir dans l'achat d'un foyer métallique pour économiser le bois qu'elle achète, tout au long de l'année, qu'une famille rurale qui le collecte dans le voisinage et complète avec des déchets végétaux le bois manquant.
- * Les trois maillons du mécanisme de diffusion (production-distribution-sensibilisation des acheteurs potentiels) existent évidemment, à l'état latent, dans les villes.
- * Enfin, les mesures d'accompagnements nécessaires au succès de ces programmes, comme la rationalisation des circuits d'approvisionnement en combustibles ligneux, ne peuvent être mis en application qu'autour des villes, gros centres de consommation (exemple de Ouagadougou).

Les mécanismes existants de distribution d'équipement sur les marchés ruraux pourront, dans un deuxième temps, être sollicités pour pénétrer le monde rural; naturellement, en accompagnement, des artisans ruraux pourront être formés.

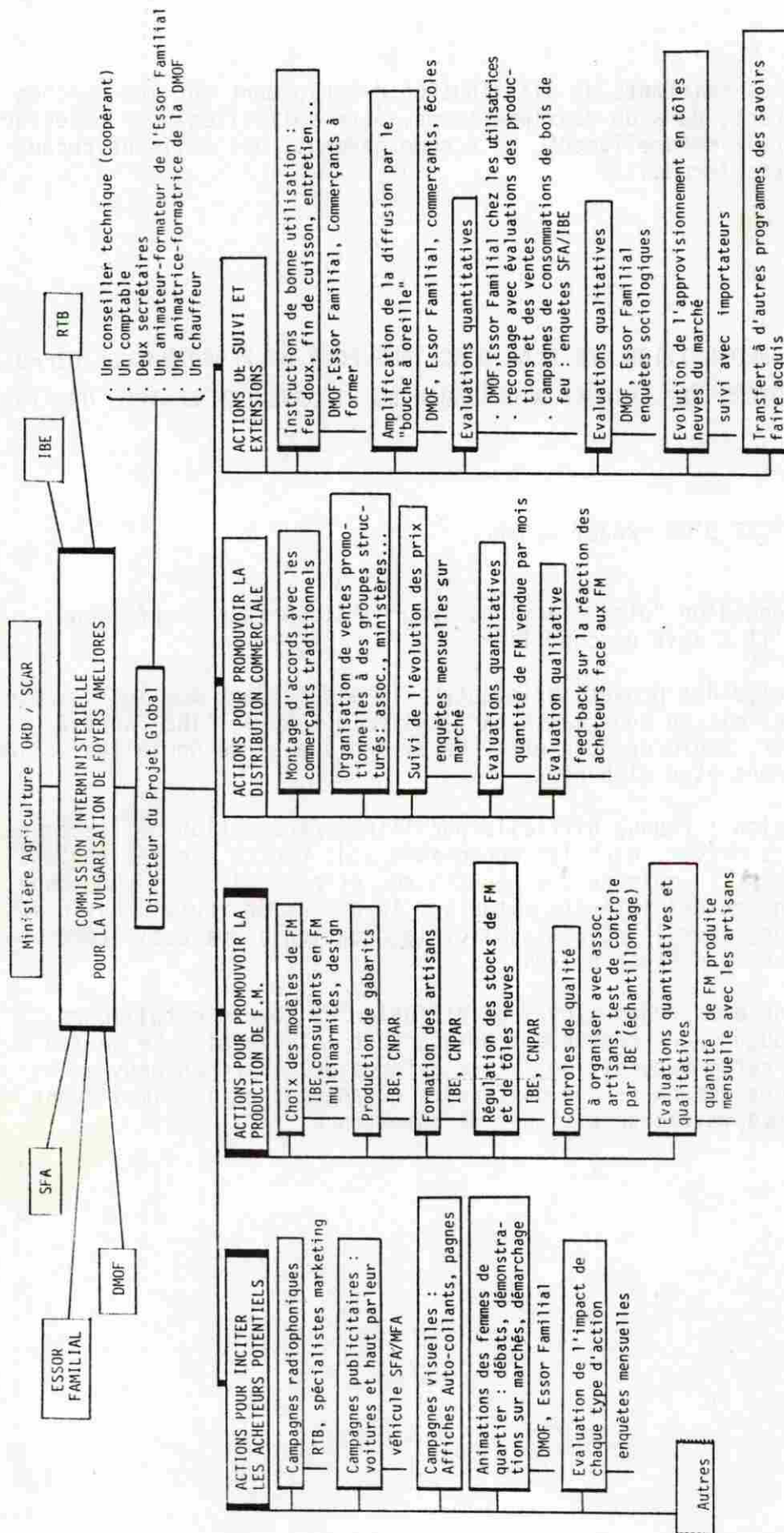
II.5.3. PROPOSITIONS DE PLAN D'ACTIONS POUR UN PROGRAMME DE DIFFUSION DE FOYERS METALLIQUES A OUAGADOUGOU ET DANS LES CENTRES URBAINS

A. LA STRUCTURE D'UN PROJET GLOBAL

Nous parlerons d'un "plan d'actions" pour indiquer sans confusion possible qu'il s'agit de concilier :

- * La poursuite des projets existants : il est évident que les compétences, les moyens mis en oeuvre (en particulier à SFA, à l'IBE) sont à encourager, renforcer par effet de synergie avec de nouvelles actions qui pourront être élaborées.
- * Coordination : rendue difficile par l'interpénétration des secteurs publics et privés, dont les mécanismes sont régis par des règles différentes... mais rendue nécessaire et possible s'il y a bonne compréhension des intérêts mutuels : la diffusion réussie de foyers métalliques pour l'intérêt public, la création d'une activité économique pour le secteur privé.
- * Initiation d'un projet global de diffusion de foyers métalliques à Ouagadougou, qui renforce l'existant et le complète. Le *schéma 4* illustre cette proposition : il s'efforce de mettre en oeuvre les compétences reconnues des différents organismes en les impliquant dans leurs domaines spécifiques de compétence.

CHÉMI 4. "PRODUCTION D'UN PROJET DE DIFFUSION DE FOYERS AMÉLIORÉS À DJANGADJOU"



B. OBJECTIFS A DEUX ANS, RESULTATS ATTENDUS

Développer un programme à Ouagadougou, en initier deux autres à Koudougou et Ouahigouya.

Ouagadougou rassemble environ 500 000 habitants, regroupés en 50 000 familles. Si chaque famille utilise deux fourneaux pour la cuisson traditionnelle, et en se fixant pour cette première période de deux années un objectif de pénétration de 25 % du marché potentiel, le résultat attendu est de 25 000 de foyers métalliques en service à Ouagadougou (donc une production-diffusion au cours de ces deux années de 30 à 35 000 foyers métalliques).

Cela représente la production de l'équivalent d'une trentaine d'artisans, qui fabriqueraient des foyers métalliques à mi-temps au rythme de 5 foyers métalliques par jour pendant 150 jours par an environ... Ce qui justifie un effort de formation d'une soixantaine d'artisans à Ouagadougou en deux ans.

Cela représente une activité économique dont le chiffre d'affaires approcherait les 35 millions de F. CFA pour ces deux années...

L'expérience ainsi acquise pourra servir à l'identification de nouveaux programmes urbains au Burkina Faso.

Amorce d'une distribution commerciale en zone rurales du pays par les grandes sociétés et par les réseaux traditionnels "informels".

C. BUDGET PREVISIONNEL INDICATIF DU PROGRAMME DE DIFFUSION DE FOYERS METALLIQUES A OUAGADOUGOU POUR LA PREMIERE PERIODE DE DEUX ANNEES

C.1. ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

MONTANTS EN MILLIERS DE F. CFA

(1\$US = 405 F. CFA)

	PREMIERE ANNEE	DEUXIEME ANNEE
a) PERSONNEL		
. 1 Expert associé au Directeur	P.M.	P.M.
. 1 Consultant International 1 mois par an	3 150	3 150
. incitations :		
- Directeur du programme	240	240
- 2 animatrices-formatrices	300	300
. indemnités de déplacements locaux	300	300
. enquêteurs : salaires et déplacements	1 600	1 600
. personnel de support administratif:		
- 1 comptable	1 000	1 000
- 1 chauffeur (y compris déplacements)	600	600
SOUS TOTAL	7 190	7 190
b) FORMATION		
. pour la Directeur et l'Expert Associé, voyage d'étude de deux semaines à Niamey : transport aérien et per-diem	1 000	-
. missions, stages, participation à des séminaires du Directeur ou de l'Expert Associé : transports et per-diem	-	500
. la formation du personnel du programme est assurée par les responsables et dans le cadre des sessions organisées par l'IBE, le CNPAR...	P.M.	P.M.
. la formation des artisans fait l'objet d'un contrat de sous-traitance	-	-
SOUS TOTAL	1 000	500
		.../...

.../...

RECHERCHE ET SENSIBILISATION

c) SOUS-TRAITANCE

. appui technique du Projet Régional Foyers Améliorés du CILSS	P.M.	P.M.
. contrat avec des sociétés spécialisées dans le "design" d'un produit nouveau au Burkina Faso et dans la conception de supports publicitaires pour la campagne de promotion commerciale de foyers métalliques	3 000	1 000
. appui technique de la Radio-Télévision du Burkina pour la radio-diffusion d'émissions d'information et de promotion des foyers métalliques, dans le cadre des émissions nationales.	P.M.	P.M.
contrat de diffusion de messages publicitaires à caractère purement commercial	2 000	2 000
. contrat avec l'IBE pour :		
- la mise au point d'un foyer multi-marmites métalliques et des gabarits correspondants	500	-
- la production (avec le CNPAR) de gabarits de traçage et leur diffusion chez les artisans en cours de formation	100	100
- la formation des formateurs du CNPAR et la participation à la formation des artisans	200	200
- contrôle de qualité : prélèvements mensuels de foyers métalliques (par échantillonnage) et tests au laboratoire	200	200
- participation aux recherches de l'IBE sur les foyers spécifiques	500	500
. contrats avec le DMOF et l'Essor Familial pour renforcer par des actions spécifiques pour les foyers métalliques, les activités :		
- d'animation dans les zones : débats avec les femmes, démonstration foyers métalliques		
- de suivi des utilisatrices: pour leur apprendre les instructions de l'économie dans la conduite de cuisson		
- d'évaluation, qualitative par l'analyse des sentiments recueillis auprès des utilisatrices, quantitative également, par une évaluation au niveau de chaque zone, du nombre de foyers métalliques installés, utilisés...		
- d'amplification, par le bouche à oreille, de l'effet promotionnel des campagnes radiophoniques	10 000	10 000

.../...

- Appui matériel pédagogique.

.../...

- . campagne d'évaluation quantitative annuelle pour estimer le nombre de foyers métalliques achetés et celui de F.3PA auto-construits à Ouagadougou, réalisée par des enquêteurs, encadrés, suivant une méthodologie d'échantillonnage représentatif

700

700

SOUS TOTAL

17 200

17 200

d) EQUIPEMENT

- . véhicules (prix HT) :
 - une voiture automobile équipée de hauts-parleurs
 - un véhicule automobile
 - trois mobylettes
- . mobilier et équipement de bureau : bureau, armoires, chaises, deux machines à écrire, deux machines à calculer, une photocopieuse...
- . divers

4 500

-

4 000

-

450

-

2 500

1 000

500

500

SOUS TOTAL

11 950

1 500

e) FONCTIONNEMENT

- . opération et entretien des véhicules automobiles et mobylettes
- . fournitures divers, secrétariat

2 000

2 000

800

800

SOUS TOTAL

2 800

2 800

f) ALLOCATIONS PREVISIONNELLES

- . provisions budgétaires pour la production et la commercialisation de supports publicitaires tels que : tee-shirt, pagnes, auto-collants, affiches...
- . fond d'intervention pour réguler si nécessaire l'approvisionnement en tôles du marché, l'approvisionnement en foyers métalliques du marché

2 000

-

2 000

-

SOUS TOTAL

4 000

-

.../...

.../...

TOTAL a + b + c + d + e + f =	44 140	26 690
DIVERS ET IMPREVUS 5 %	2 210	1 450
FRAIS D'AGENCE 8 %	3 710	2 410
GRAND TOTAL DES CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES EN MILLIERS DE F. CFA	(*) 50 060	(*) 32 550

(*) auxquels il convient d'ajouter le salaire de l'Expert Associé au Directeur.

C.2. CONTRIBUTION DU BURKINA FASO

MONTANTS EN MILLIERS DE
F. CFA
(1\$US = 405 F. CFA)

	PREMIERE ANNEE	DEUXIEME ANNEE
a) PERSONNEL		
. un Directeur du programme	12 MOIS	12 MOIS
. une animatrice de la DMOF	12 MOIS	12 MOIS
. une animatrice de l'Eessor Familial	12 MOIS	12 MOIS
. deux secrétaires	24 MOIS	24 MOIS
. les militantes de zones de DMOF	P.M.	P.M.
. les animatrices de l'Eessor Familial	P.M.	P.M.
b) EQUIPEMENT ET MATERIEL		
. logement de l'Expert Associé	3 000	3 000
. ateleurs et équipements de l'IBE	P.M.	P.M.
. véhicules de SFA, IBE, DMOF, Eessor Familial	P.M.	P.M.
. taxes sur véhicules importés	P.M.	P.M.
c) FONCTIONNEMENT		
. fourniture d'un bureau, local, électricité, téléphone	1 000	1 000
. véhicules : participation aux dépenses d'assurance, d'essence, d'entretien...	500	500

D. CADRE INSTITUTIONNEL

A ce stade de la formulation de cette proposition, une concertation avec les autorités burkinabe est préalable à la détermination du cadre institutionnel.

A N N E X E S

* * *

ANNEXE 1. Cartes.

ANNEXE 2. Les plantations villageoises, industrielles et les différents projets forestiers du Burkina Faso.

ANNEXE 3. Documents consultés.

ANNEXE 4. Déroulement de la mission CILSS-NU

ANNEXE 5. "Projet de diffusion de foyers améliorés en milieu urbain et rural" SFA - septembre 1985.

ANNEXE 6. "Note de synthèse : mission CILSS-Nations Unies"
11-18 novembre 1985.

A N N E X E 1 .

C A R T E S

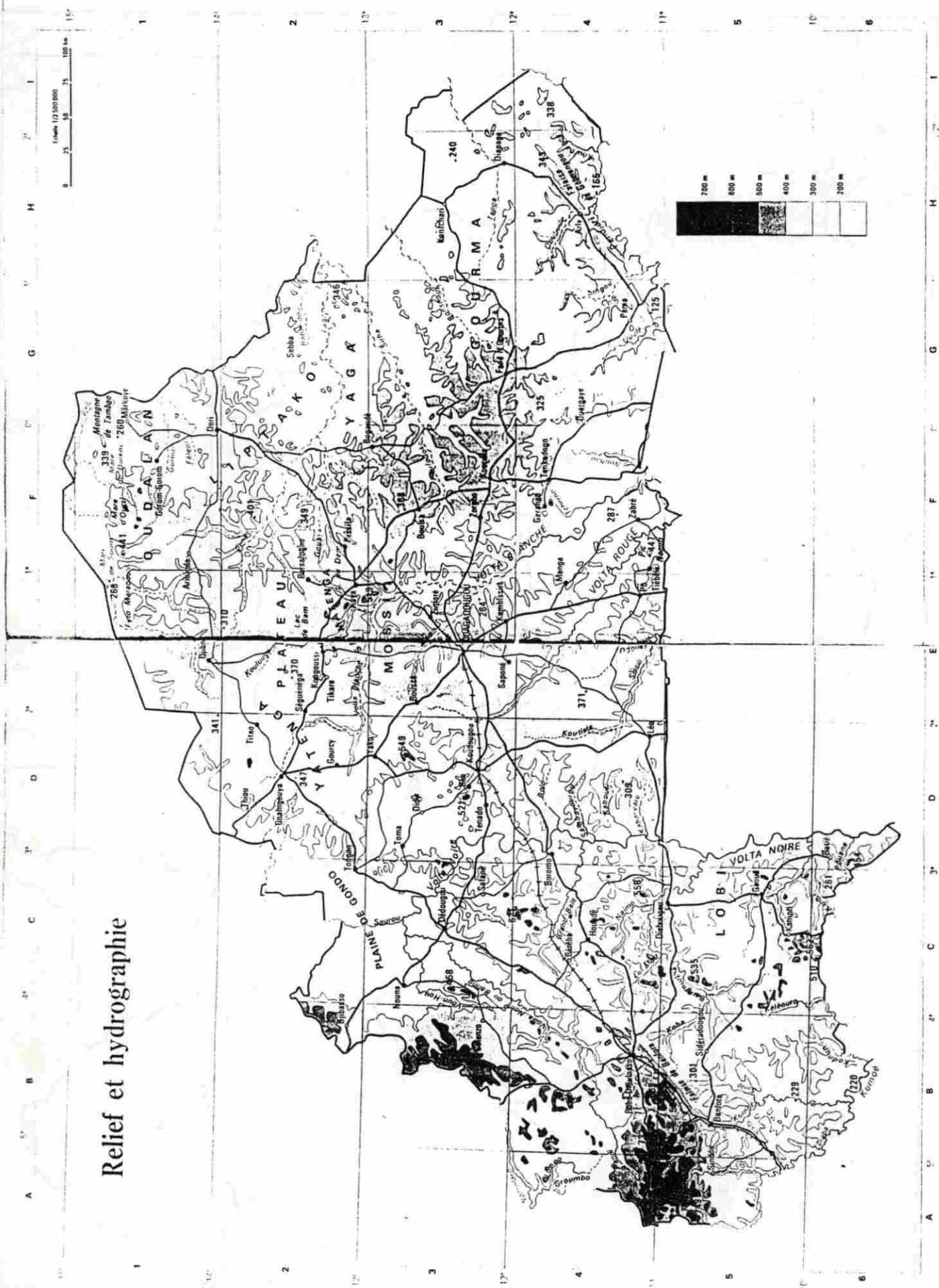
"Relief et hydrographie" des Atlas Jeune Afrique

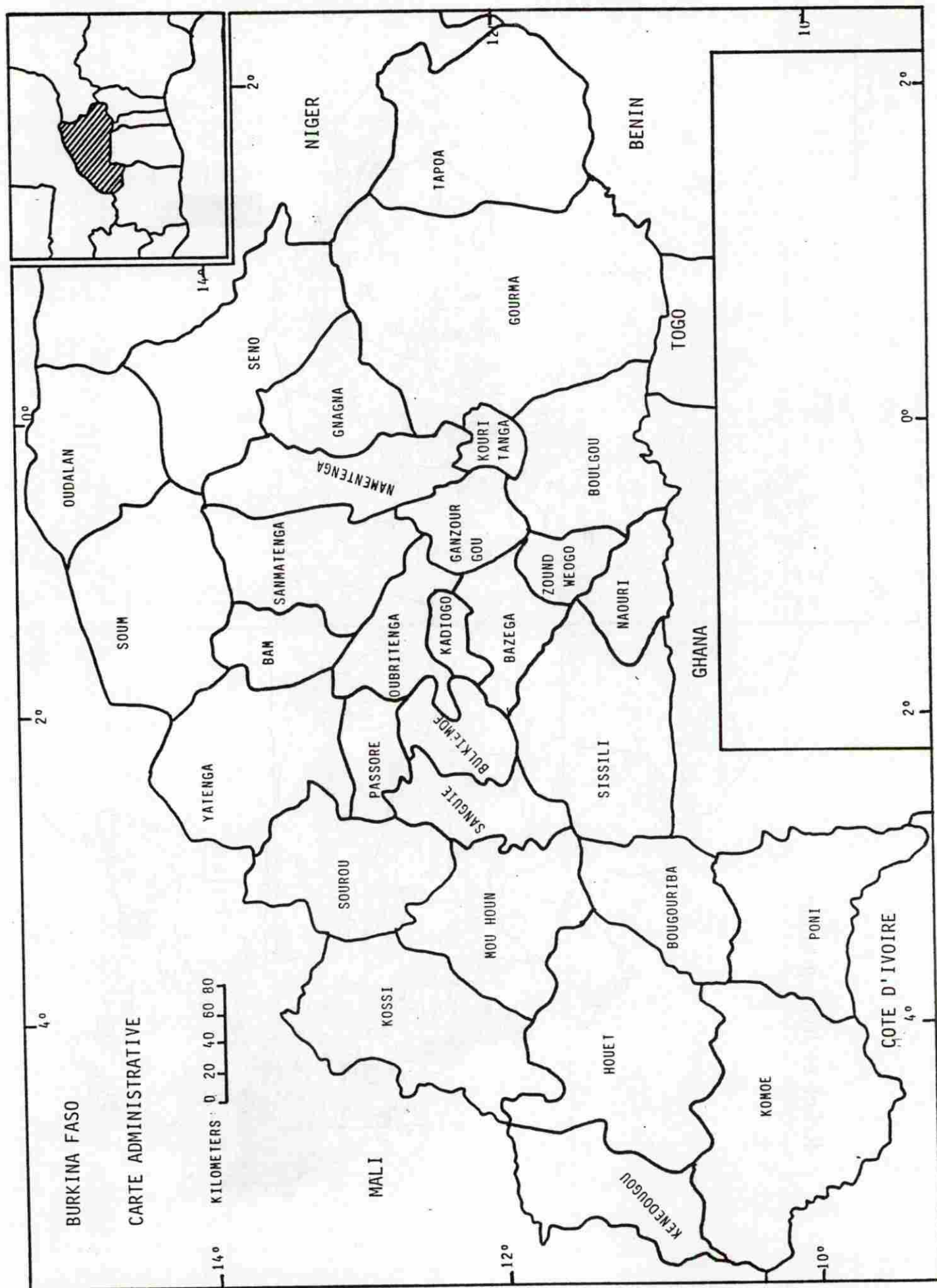
"Carte Administrative" dessinée par la mission

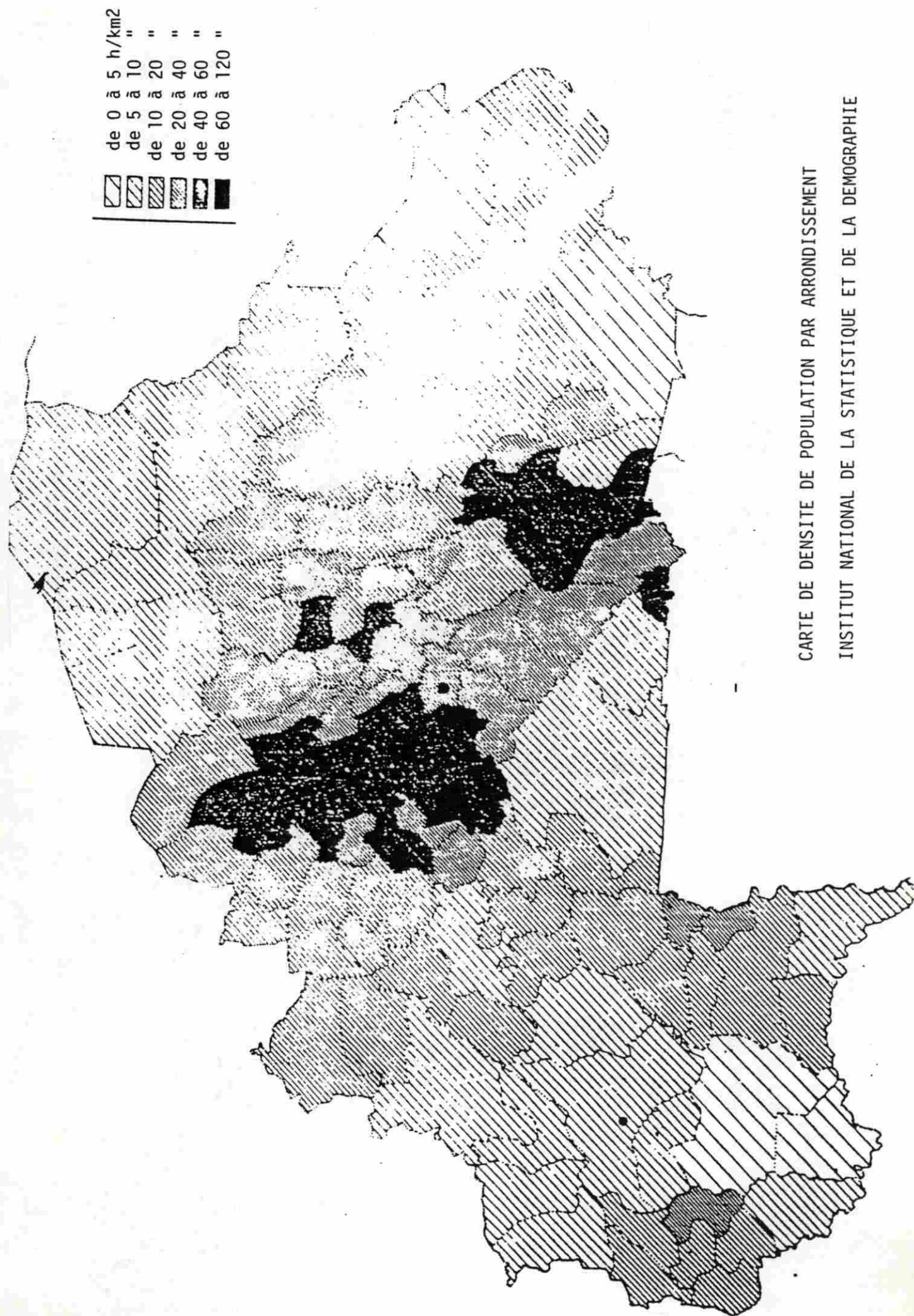
"Les densités de population" de l'Institut National
de la statistique et de la démographie

"Les zones de dégradation au Burkina Faso" établie
par l'ORSTOM

Relief et hydrographie

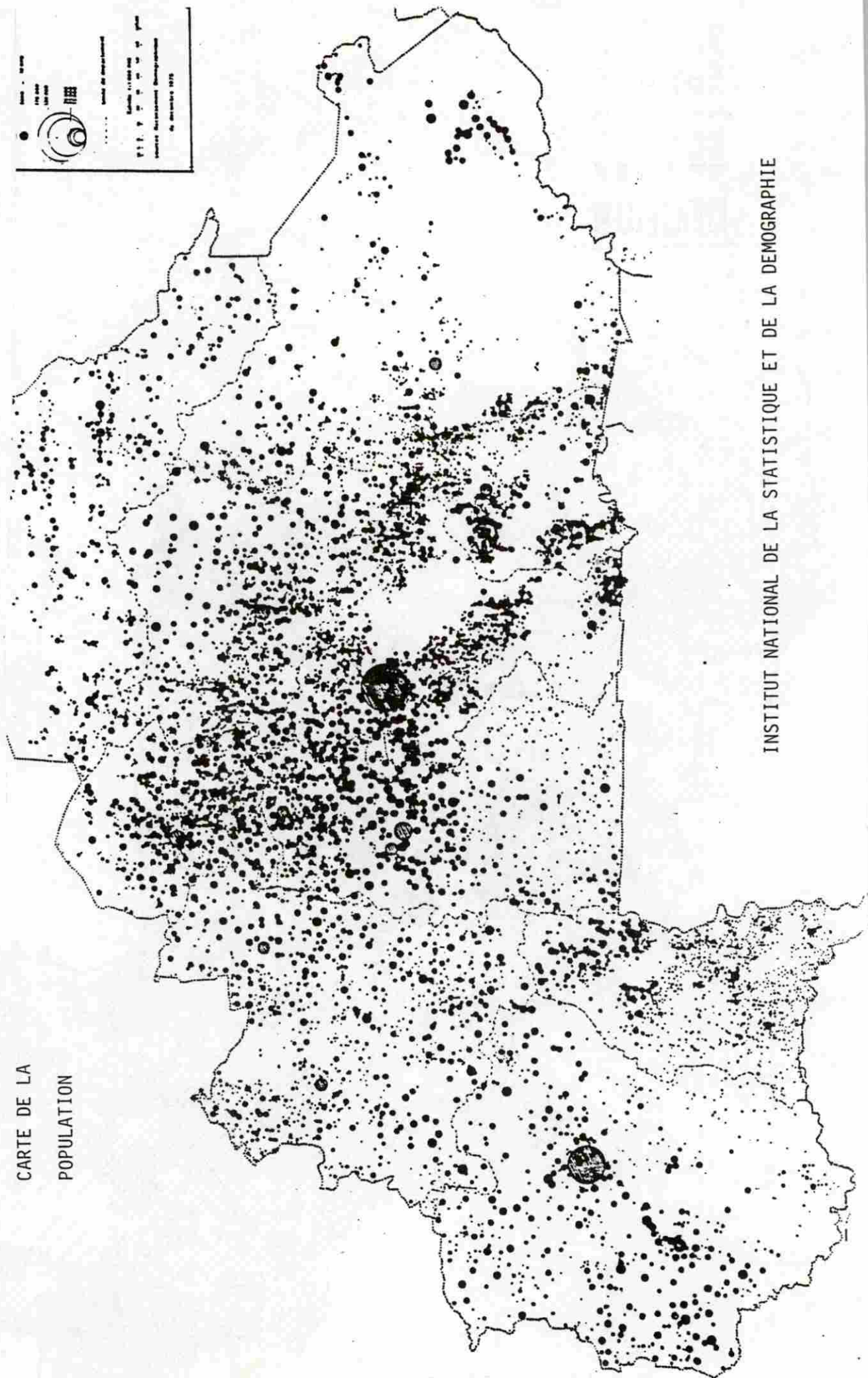






CARTE DE DENSITE DE POPULATION PAR ARRONDISSEMENT
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CARTE DE LA POPULATION



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

A N N E X E 2 .

LES PLANTATIONS VILLAGEOISES, INDUSTRIELLES ET RECAPITULATIF DES DIFFERENTS PROJETS FORESTIERS

- TABEAU 1. Récapitulatif des plantations villageoises
réalisées de 1979 à 1984
- TABEAU 2. Récapitulatif des plantations industrielles
réalisées de 1973 à 1984
- TABEAU 3. Récapitulatif des différents projets forestiers
du Burkina Faso et de leurs zones d'intervention
- CARTE de localisation des principaux projets forestiers et indication
des sources de financement

Ces tableaux sont été établis par Vincent Kaboré, Dominique Kohli, Claude N. Sommda et Daniel Vreugdenhil, pour leur "rapport d'évaluation des projets bois de village néerlandais et suisses" en juin 1985.

tableau 1 : Récapitulatif des plantations villageoises réalisées de 1979 à 1984

Source de financement	Dénarrage	Nombre d'hectares	Zones concernées	Nombre de groupements, de villages ou de secteurs
Pays - Bas	1979	988	cf projet évalué	362 villages
Suède	1983	566,5	Bulkiendé, Sanguié	8 secteurs
UNSO / Sapone	1982	40	Bazéga, Zoundwéogo	19 villages
Suisse	1978-79	1641	cf projet évalué	483 villages
FEER	1981	686	Passore, Sissili, Boulgou, Kouritenga	255 villages
Banque mondiale	1983	100	Houet, Kenedougou	4 secteurs
Projet national de lutte contre la désertification (ex projet forestier allemand)	1982	293	Kadiogo, Séno, Oudalan Soum, Oubritenga	140 villages
Italie (FAO)	1984	88,5	Kouritenga, Boulgou	3 secteurs
	1982	352,8	Poni, Bougouriba, Kamoé	
Total		4705,8 ha		

Tableau 2: Récapitulatif des plantations industrielles réalisées de 1973 à 1984

Source de financement	zone	Nombre d'hectares
Projet national de lutte contre la désertification (ex projet forestier allemand)	Ouagadougou, Gonsé Sahel	6730
IDA (Maro)	Maro (Bobo)	674
PNUD / FAO	Bobo, Nobéré, Pagouma	1634
IRAD / USAID	Zamsé, Kombissiri	100
AVV	Waga, Linoghin	6000
Pays - Bas (plantations péri-urbaines)	Kaga, Dédougou, Tougan	180
FAC	Bobo, Dédougou, Tougan, Kaya	636
AG COP - Sahel vert	Ouagadougou, Ijibo	228
Canada - Belgique	Saponé, Komsilga	109
Total		16291 hectares

tableau 3 : Récapitulatif des différents projets forestiers du Burkina et de leurs zones d'intervention

Organisme de Financement	Zones d'intervention
Pays - Bas	Sanmantenga, Bam, Sourou, Kossi Mou-houn
Suède	Bulkiendé Sanguie
UNSO / Sapone	Bazèga Zoundwéogo
Suisse	Kadiogo, Oubritenga, Bazèga, Ganzourgou, Zoundwéogo, Nahouri, Yatinga, Gnagna, Gourma, Tapoa.
FEER	Passoré, Sissili, Boulgou, Kouritenga
Banque mondiale	Houet, KénéDougou
Projet national de lutte contre la désertification (ex mission forestière allemande)	Kadiogo, Séno, Oudalan, Soum, Oubritenga
Italie / FAO	Kouritenga, Boulgou, Poni, Bougouriba, Komoé
PNUD/FAO	Houet, Nahouri
Israël/Usaid	Bazèga
AVV	Ganzourgou
FAC	Houet, Mouhoun, Sourou, Sanmentenga
AG. COP (Sahel vert)	Kadiogo, Soum
Canada, Belgique	Bazèga

CARTE ADMINISTRATIVE

OUAGA



— Limite de province
● chef lieu de province
● capitale d'Etat

ANNEXE 3 .

DOCUMENTS CONSULTÉS

DOCUMENTS CONSULTÉS

1. Rapport d'évaluation des projets bois de village néerlandais et suisses
Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire à Berne
Ministère des Relations Extérieures à la Haye
Ministère de l'Environnement et du Tourisme au Burkina Faso
Mrs V. KABORE, D. KOHLI, C.N. SOMDA, D. VREUGDENHIL
Berne Juillet 1985
2. Burkina : problèmes et choix énergétiques juillet 1985
Document confidentiel de la Banque Mondiale et du PNUD
Rapport N° 5730 BUR de juillet 1985
3. Les Atlas jeune Afrique
Haute Volta 1975
4. Développement des ressources forestières au Burkina Faso: synthèses régionales et synthèse générale
Par J. DUBREUIL et A. SENTENAC
pour la F.A.O.
Rome décembre 1984
5. Bois de Feu Informations
N° 13 2ème trimestre 1985
Article : "Programme National de diffusion de foyers améliorés 1985-90
Publié par SFA
Mme KABORE
Association Bois de Feu
Aix en Provence juin 1985
6. Stratégie pour un Burkina vert
Du Ministère de l'Environnement et du Tourisme
Ouagadougou juin 1985
7. Trois luttes, Trois victoires sur la désertification
Ministère de l'Environnement et du Tourisme
Ouagadougou 1985
8. L'évolution relative des coûts constitutifs du pris du bois de feu à Ouagadougou de 1975 à 1983
Centre Technique Forestier Tropical
Alain Bertrand
Paris septembre 1983

9. Production et commercialisation de charbon de bois à Ouagadougou
Mémoire de fin d'études eaux et forêts
Université de Ouagadougou ISP
DGRST et IBE
Présenté par M. Yago DIHARRATA en décembre 1984
10. Compte rendus des réunions de la Commission Interministérielle de
Vulgarisation des Foyers Améliorés : les 17 et 28 octobre 1985
11. Rapport de synthèse présenté par le Burkina Faso au Séminaire Inter-
national sur la recherche et les stratégies de dissémination
IVE et SFA
Octobre 1984
12. Note de synthèse : mission CILSS-Nations Unies
11-18 novembre 1985
Préparée par la Commission Interministérielle de Vulgarisation
de Foyers Améliorés en Novembre 1985 à Ouagadougou
13. Les foyers améliorés au Burkina Faso
Document personnel de M. E. FERGUSON 1985
14. Activités et projets visant au développement et à l'introduction de
foyers améliorés au Burkina Faso
GTZ/GATE
Eva Maria BRUCHHAUS et Cornélia SEPP
Eschborn juin 1984
15. Projet de diffusion de foyers améliorés en milieu urbain et rural
Ministère de l'Environnement et du Tourisme SFA
Ouagadougou septembre 1985
16. Dossier et présentation du projet : "Prolongation de la construction
et diffusion de foyers améliorés
Ministère de l'Environnement et du Tourisme SFA
Présenté à UNSO 1985
17. Requête de financement : "Projet de formation en foyers améliorés
au Burkina Faso
Présenté par IBE au programme de micro-réalisations de la coopération
canadienne 1985
18. Projet de financement pour la Province de SOUM
Présenté par le Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité
Nationale 1985
19. Campagne de diffusion massive des foyers améliorés au Burkina Faso :
document de projet
Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale CILSS
Ouagadougou 1985

20. Requête adressée au Bureau Régional du PNUD/Ouaga, Projet du Ministère de l'Essor Familial du Burkina Faso
Concerne les provinces de Nahouri, Sissili et Zouweogo, pour l'appui à la diffusion massive de foyers améliorés
Ouagadougou 1985
21. Projet bois de village et reconstitution de la végétation
Document de projet 3ème phase 1986-88
Financements Pays Bas
Ministère de l'Environnement et du Tourisme
Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas
A. ZONGO et P. LABAN
Ouagadougou aout 1985
22. Les disponibilités de bois de feu en région sahélienne de l'Afrique Occidentale : situation et perspectives
De M. N. KEITA , FAO
Rome 1982
23. Développement des ressources forestières et renforcement du service forestier en Haute Volta, inventaire forestier national
PNUD-FAO 1983
24. Recensement de 1975 : fichier des villages
Institut National de la Statistique et de la Démographie
Ouagadougou décembre 1979
25. Plan directeur de lutte contre la sécheresse
M. CHARETTE Eaux et Forêts
Ouagadougou
26. Projet CILSS Foyers Améliorés : éléments d'évaluation, suggestions
CILSS UNFSTD
G. DELEPELEIRE, Th STEVERLYNCK, E. FERGUSON
octobre 1984
27. Quelques réflexions sur la diffusion de foyers améliorés
René MASSE, Association Bois de Feu
Marseille novembre 1983
28. Séminaire International CILSS-UNFSTD sur la recherche et les stratégies de dissémination des foyers améliorés au Sahel
CILSS-UNFSTD
Ouagadougou novembre 1984
29. Séminaire régional CILSS-UNSO : réunion des directeurs
Saint Louis mai 1985

30. Rapport de mission Mali-Haute Volta
René MASSE, Association Bois de Feu
Décembre 1982
31. Diffusion des foyers améliorés au Niger
Rapport de mission pour l'évaluation du projet à TESSAOUA, AGADEZ,
ZINDER
Jean Joseph BELLAMY, Association Bois de Feu
1984
32. Rapport d'évaluation sur la diffusion des foyers améliorés
au Sénégal
CILSS
Décembre 1984
33. Programme Régional Foyers Améliorés
Rapport de mission technique CILSS
Sylvain STRASFOVEL 1984
34. Etude sur les foyers traditionnels à Dolo : enquête à Ouagadougou,
pré-enquête à Koudougou, Dédougou, Diébougou et Gaoua
UNSO/GTZ
Janvier 1985
35. Programme national de lutte contre la désertification
Rapport d'activités 2ème semestre 1984
Programme prévisionnel 1er semestre 1985
Janvier 1985 "rétrospective 1984"
35. Programme national de lutte contre la désertification
Rapport d'activité du 1er semestre 1984
Juillet 1984
37. Programme national de lutte contre la désertification
Rapport d'activité de janvier à juin 1985
Juillet 1985
38. Travaux d'optimisation des foyers à bois et charbon de bois
N° 3 IBE
39. Evaluation de la campagne foyers améliorés de 1983-84
IVE-SFA
Ouagadougou septembre 1984

40. Analyse des "Rapports annuels" et des "Rapports trimestriels des Directions Provinciales du Ministère de l'Environnement et du Tourisme"
 - Province Sanmatenga . Rapport annuel 1983-84
 - . Rapport trimestriel avril-juin 1985
 - Province du Houet juillet-septembre 1985
 - Province du Mouhoun deuxième trimestre 1985
 - Province du Sanguie
 - Province du Bougouriba troisième trimestre 1985
 - Rapport de synthèse de SFA de janvier à juin 1984
41. Fiche de projet : vulgarisation massive de foyers améliorés dans les provinces du Burkina Faso
Comité National de la Révolution
Secrétariat Général National des CDR
DMOF août 1985

Nos remerciements s'adressent à tous ceux qui ont pris le temps de rechercher pour nous ces documents, qui ont accepté le risque de nous les confier; sans eux notre étude n'aurait pu s'enrichir de leurs expériences

ANNEXE 4 .

DEROULEMENT
DE LA MISSION

DEROULEMENT DE LA MISSION

COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE VULGARISATION DES FOYERS AMELIORES

Mme Kabore Marguerite, SFA
Mme Ouedraogo Andrea, SFA Direction de l'Aménagement forestier et
du reboisement
Mme Sawadogo Armande, IBE
Mme Simpore Julienne, Service Vulgarisation Agricole
Mme Napon Julienne, Essor Familial
Mme Kanzie Pascaline, RTB
Mme Traore Catherine DMOF

P.N.U.D.

M. Lyons Frederique, Adjoint au Résident Représentatif

F.A.O.

M.
Mme Marilyn Hoskins, Rome

UNSO (Ouagadougou)

M. Eriksson Hans, Chargé de Programme
M. Kraiem Habib, Chargé de Programme

BANQUE MONDIALE

M. Willem Floor, Département Energie

UNFSSTD

M. Malik Khalid, Chef de la Section Afrique
Mme Joan Archer

C.I.L.S.S.

M. Hama Aboubakar, Directeur Projets et Programmes
M. Sall Alioune, Représentant le Directeur Projets et Programmes du CILSS
M. Koulibaly, Responsable Ecologie Forêt
Mme Awa, Responsable Programme Foyers Améliorés
M. Fall Serigne, Conseiller Technique Foyers Améliorés

VISITES DE TERRAIN

- . Camp du Génie Militaire du Secteur 9 à Ouagadougou
- . Familles du Secteur 9 de Ouagadougou
- . Visites des points de vente de foyers métalliques à Ouagadougou
- . Visite d'un producteur de foyers métalliques; M. Jean Batiste Kabore à Ouagadougou
- . Visite des artisans producteurs dans le 11ème secteur
- . Visite à Ziniare: potier foyers céramique, M. Frédéric Yerbanga

PROGRAMME ALLEMAND CILSS

M. Gunter Winckler, Responsable

I.B.E.

M. Yameogo Rigobert, Directeur
Mme Sawadogo Armande, Chercheur Foyers Améliorés
Mme Beatrix Westhoff, Coopérante Allemande

S.F.A.

Mme Kabore Marguerite, Responsable
Mme Ouedraogo Andrea
Mme G. Dotter Jansson Eva, Coopérante UNSO (Dolo)

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

M. Compaore Albert, Directeur de l'Aménagement et du Reboisement
voir aussi SFA

MINISTERE DE L'ESSOR FAMILIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Mme Nitième Opportune, Secrétaire Général
Mme Napon Julienne, Responsable Foyers Améliorés
Mme Yameogo Karieri
Mme Maris Dia, Directrice Provinciale du Kadiogo

R.T.B.

M. Joseph Kahoun, Chef de Service Radio Rurale
Mme Kanzi Pascaline

D.M.O.F.

Mme Traore Halima, Responsable
Mme Traore Catherine
Mme Kéré Clémence

ORGANISME REGIONAL DE DEVELOPPEMENT (ORD)

M. Zoure Karim, Responsable Service Vulgarisation Formation de
ORD Centre
Mme Koulidiati Thérèse, Responsable de la section d'Animation Féminine
Mme Simpore Julienne

C.N.P.A.R.

M. Jules Yaméogo
M. Kabore Roger, Responsable du SACS
Visite ateliers

BUREAU DE SUIVI DES ONG

M. Porgo Youssouf, Responsable

A N N E X E 5 .

PROJET DE DIFFUSION DE FOYERS AMELIORES

EN MILIEU URBAIN ET RURAL

Document préparé par le Service Foyers Améliorés
en septembre 1985

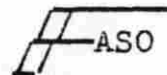
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TOURISME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
FORESTIER ET DU REBOISEMENT

SERVICE "FOYERS AMELIORES"



BURKINA

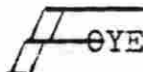


ASO



PROJET DE

DIFFUSION



FOYERS

AMELIORES

EN MILIEU URBAIN ET RURAL

BENEFICIAIRE :

BURKINA FASO

DUREE DU PROJET :

5 ANS (1986-1990)

COUT DU PROJET :

2.335.939.275 Frs CFA

CONTRIBUTION NATIONALE :

760.108.028 Frs CFA

FINANCEMENT EXTERIEUR RECHERCHE :

1.575.831.255 Frs CFA

SEPTEMBRE 1985/.

INTRODUCTION

Le bois demeure et demeurera encore longtemps la principale source d'énergie domestique pour la plupart des familles burkinabè. Sa consommation n'est pas un choix mais une nécessité car sur le plan disponibilité et coût, il reste le plus abordable.

Ainsi, depuis l'apparition de la grande sécheresse en 1973, les problèmes posés par l'approvisionnement en bois de chauffe font prendre conscience de sa valeur réelle.

En effet, selon les différentes études menées :

- le bois et le charbon interviennent pour 97 % de la consommation totale d'énergie.
- la consommation totale de combustible ligneux (bois et charbon de bois) est estimée à 5.092.600 m³ en 1985.
- le volume total de bois sur pied disponible est actuellement estimé à 3,5 millions de m³.
- le déséquilibre entre l'offre et la demande est donc de 1,6 millions de m³.

Cette demande sans cesse croissante en bois est à la base :

1. du reboisement accéléré surtout autour des grands centres urbains; ce problème tient non seulement à l'insuffisance des ressources, mais également à la répartition déséquilibrée des populations urbaines.
2. de l'éloignement des zones d'approvisionnement qui entraîne :
 - augmentation des prix d'achat du bois grévant énormément le budget familial (environ 30 % du revenu des ménages les plus défavorisés)
 - le parcours de longues distances par les femmes en milieu rural à la recherche du bois.

Les conséquences qui en découlent ne sont plus à démontrer : érosion appauvrissement des sols, épuisement du patrimoine forestier, désertification, détérioration des conditions de travail des femmes etc...

./....

Pour remédier à ce problème , des reboisements indistrieis, villageois et familiaux ont été réalisés. On estime que d'ici 1990, près de 15.000 hectares seront exploitables pour un volume estimé à 235.500 m³. Il apparaît clairement que malgré le volume important extrait des plantations, c'est surtout la forêt naturelle qui fournira l'essentiel des besoins des populations.

L'analyse donc des données sur la production et la consommation de bois montre qu'il est impératif de mettre en place un programme d'urgence de diffusion et d'utilisation des Foyers Améliorés dont le but est de combler le déficit en bois de chauffe d'ici 1990 et de mettre les ménagères dans les meilleures conditions de travail.

Ce but ne peut être atteint que par :

- une utilisation effective des Foyers Améliorés sur tout le territoire national
- une définition d'une stratégie de diffusion massive des foyers basée sur une sensibilisation intense et une formation de la population
- la mise sur pied de structures adéquates nécessaires à cette fin.

./....

I. OBJECTIFS

A court terme

L'objectif poursuivi par le programme national de diffusion des Foyers Améliorés est l'équipement de toutes les familles burkinabè en Foyers performants.

Mais dans le cadre du plan quinquennal, il vise l'équipement de :

- toutes les familles dans les provinces déficitaires (Bam, Bazéga, Bulkiémdé, Gnagna, Kadiogo, Kuritenga, Namentinga, Oubritenga, Passanmatenga, Sourou, Yatenga) soit 685.000 Foyers
- 50 % des familles dans les provinces excédentaires (Gourma, Tapoa, Kossi, Moukoun, Comoé, Houet, KénéDougou, Nahouri, Poni, Sissili, Bougouriba, Boulgou, Ganzourgou, Sanguié, Zoudweogo, Oudalan, Sénou Soum) soit 350.000 Foyers.

A long terme

Ce programme contribuera à :

- lutte contre la désertification
- la satisfaction des besoins des populations en bois de chauffe
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.

Outre la poursuite de la recherche et la production des Foyers Métalliques par les artisans, les actions porteront essentiellement sur la formation et le suivi des femmes à la construction d'un foyer "3 pierres" amélioré.

II. STRATEGIE GENERALE

La politique nationale de diffusion de Foyers Améliorés s'articulera sur cinq points :

- la recherche
- l'information et la sensibilisation de la population
- la formation en technique d'animation, de sensibilisation et de construction
- le suivi et l'évaluation des activités à tous les niveaux par les structures de coordination.

2.1. La recherche

Ce volet vise à mettre à la disposition de la population des types de foyers à usage domestique à bois ou au charbon de bois ayant un rendement optimum et aux conditions locales (habitudes culinaires, pouvoir d'achat, disponibilité des matériaux de construction).

A l'heure actuelle, les foyers testés et recommandés par l'IBE (Institut Burkinabè de l'Energie), chargé de la recherche et pouvant permettre d'atteindre les objectifs fixés sont :

- le foyer "3 Pierres" amélioré
- les foyers transportables (métalliques et en céramique)

Cette mise au point de foyers à usage domestique est accompagnée d'étude :

- sur des foyers à usage artisanal tels que les foyers à dolo dont la préparation engendre une consommation de bois fort importante (20 % de la consommation annuelle de bois de la ville de Ouagadougou)
- sur l'évaluation de l'acceptabilité des foyers améliorés en milieu rural et urbain afin de déterminer les raisons profondes des échecs ou succès des différents programmes et les solutions à rechercher.
- sur les différentes stratégies de vulgarisation.

2.2. Information - sensibilisation

Le programme, qui sera entrepris avec les CDR comportera :

- des émissions radio-télévisées
- des articles dans les journaux nationaux

des séances de sensibilisation (veillée débats, journées et mois révolutionnaires, conférences, causerie éducatives avec les militantes des secteurs et des villages) sur les problèmes de l'environnement et énergétiques au Burkina Faso

la réalisation d'un film sur l'évolution de l'environnement, les avantages et la stratégie de diffusion des foyers améliorés

- des éléments publicitaires (affiches, panneaux, auto-collants, slogans).

2.3. La vulgarisation

Foyers transportables

Afin d'assurer un développement massif de ces équipements et de promouvoir un système autonome, la production se fera par des ateliers privés dont les responsables seront formés et suivis. La vulgarisation se fera par la vente directe et des points de vente seront créés à travers tout le territoire (marchés locaux, Faso Yaar, Centre de Promotion Sociale, Commissariats de Secteurs Politique, mini-marchés de bois etc... et en d'autres endroits où il y a une affluence de la population.

* Comités de Défense de la Révolution

Les artisans tôliers fabricant des foyers traditionnels métalliques non améliorés seront sensibilisés pour la production de ces équipements améliorés.

Pour les travailleurs des secteurs privés et publics, des listes seront établies et ventilées dans les services afin que ceux qui désirent les foyers puissent en commander.

Les foyers ("3 pierres" améliorés)

La vulgarisation sera essentiellement basée sur la formation des femmes à la réalisation de leurs propres foyers. Ainsi il sera organisé à l'échelle nationale, régionale et provinciale des sessions de formation de formateurs aux techniques de sensibilisation et de construction des foyers améliorés pour l'encadrement des femmes. Elles regrouperont les responsables à la mobilisation féminine du Secrétariat Général National des CDR, les agents de développement (encadrantes, animatrices, ~~agents~~ forestiers, assistantes sociales travaillant en milieu rural pour la promotion de la femme). Cette formation pourra être structurée selon le schéma suivant :

- formation des formateurs provinciaux (délégués CDR à la mobilisation féminine, représentants de structures de développement impliquées dans le programme : ORD, Eaux et Forêts, Eclairage Familial) par les structures nationales (Service des Foyers Améliorés, Institut Burkinabè de l'Energie).

- pour les Chefs-lieux de Province

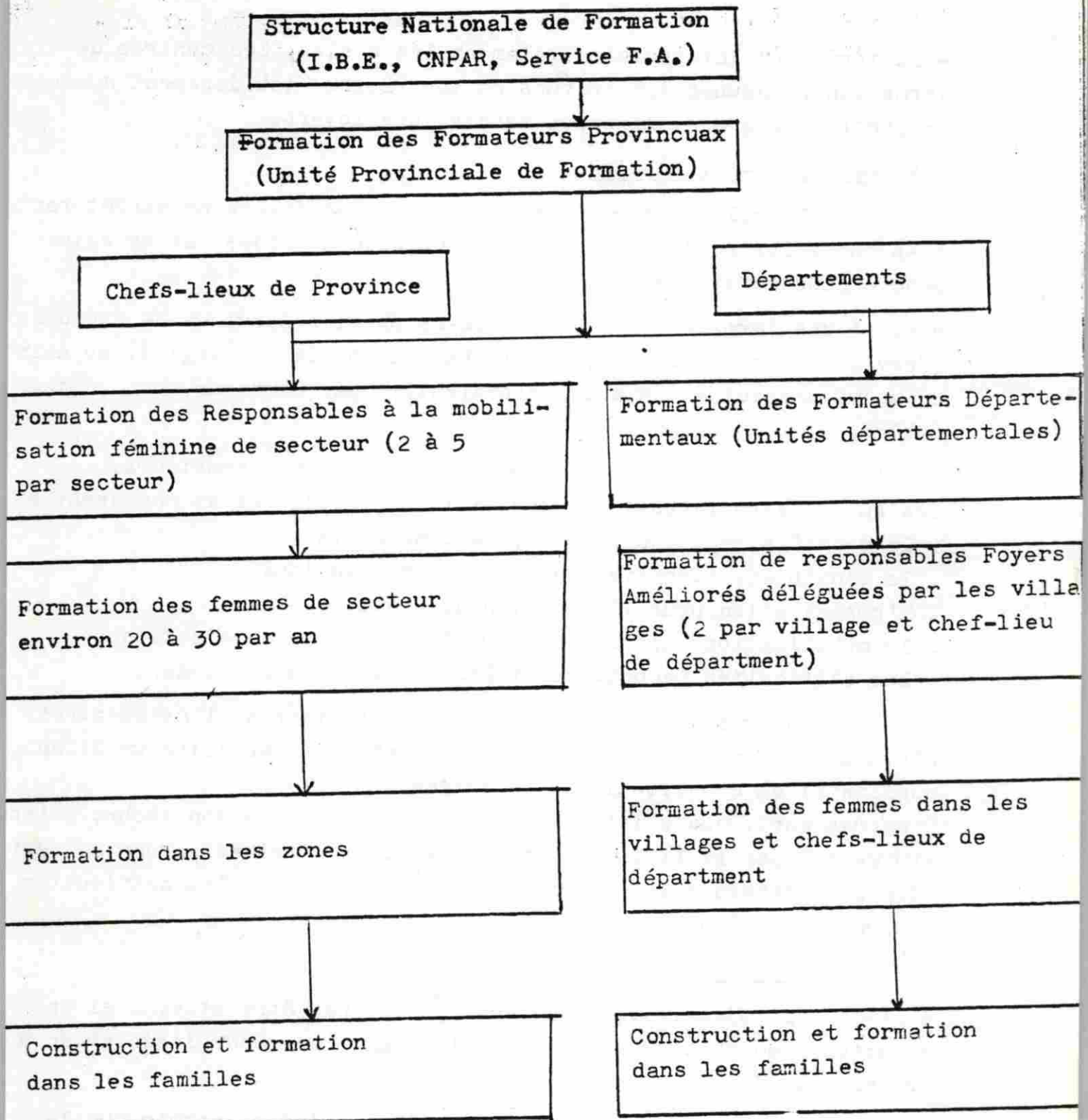
1. formation dans une première phase des responsables à la mobilisation féminine des secteurs (à raison de 2 à 5 selon le nombre de secteur)

- pour les autres départements

la formation intéressera dans un premier temps les formateurs départementaux qui seront chargés de la formation des délégués CDR des villages et des groupements féminins à raison de 2 femmes par village.

2. formation ensuite par ces responsables d'un groupe de femmes du secteur (20 à 25 militantes environ) qui encadreront par la suite les femmes dans les zones.

La formation des femmes s'effectuera même dans les villages par les responsables formées avec l'appui de l'équipe départementale.



- la formation intéressera également les écoles, les centres de formation de Jeunes Agriculteurs et tout autre établissement susceptible de contribuer à une diffusion massive des foyers.

2.4. Le suivi - évaluation

Ce volet est très important car les foyers ne seront rentables que s'ils sont bien construits et bien utilisés. Il se situera donc à plusieurs niveaux :

= suivi des formateurs et des artisans par les Services de Coordination (Service Foyers Améliorés, Institut Burkinabè de l'Energie). au moins un suivi d'appui et un suivi d'évaluation par campagne sont indispensables.

- suivi dans les villages et les secteurs par les formateurs. Ces suivis seront basés sur des visites périodiques et porteront sur
 - le contrôle technique des foyers construits
 - la sensibilisation avec le matériel pédagogique
 - l'organisation pour l'exécution du travail
 - la mobilisation des femmes pour la poursuite de l'action
 - Les difficultés rencontrées et les solutions à envisager.

Deux suivis par village ou par secteur sont nécessaires. L'évaluation en fin de campagne devra permettre de faire un bilan qualitatif et quantitatif du programme.

D'autres part, des suivis intenses périodiques (saison sèche, saison pluvieuse) par le biais de recrutement d'enquêtrices seront entrepris afin de déterminer les pourcentages d'utilisation, les difficultés rencontrées selon les saisons.

III. STRUCTURES D'ACTION

L'objectif visé ne peut également pas être atteint si des structures adéquates ne sont pas mises en place pour l'exécution du programme.

Aussi, au niveau national, il est indispensable que la commission Interministérielle créée et chargée de la vulgarisation Foyers Améliorés soit opérationnelle.

- du secrétariat Général National des CDR
- des Ministères :
 - de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale
 - de l'Environnement et du Tourisme
 - de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

./....

- Du travail, de la Sécurité Sociale et de la Fonction Publique
- de l'Agriculture et de l'Elevage
- de l'Information et de la Culture.

Au niveau provincial et départemental, la création d'unités de vulgarisation regroupant les représentants des mêmes structures est également indispensable .

Elles seront chargées de la coordination, de la supervision et du suivi du programme dans leurs zones respectives.

IV. LES MOYENS A METTRE EN OEUVRE

Une des conditions nécessaires et indispensables pour parvenir au but fixé reste la mise à la disposition des structures d'exécution de moyens humains et matériels.

Moyens humains

Les propositions faites à ce niveau tiennent compte du schéma de formation proposé précédemment et de la nécessité du suivi.

Structures de formation	Personnel nécessaire
Structure nationale de formation	<ul style="list-style-type: none"> - 6 Cadres Supérieurs : chacun supervisera les activités de 5 Provinces - 3 Chauffeurs
Structures provinciales	<ul style="list-style-type: none"> - 30 Cadres moyens soit un coordonnateur par Province
Structures départementales	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les Provinces déficitaires (1 Animatrice /Animateur à temps plein et un agent Forestier à temps partiel par département - Pour les Provinces excédentaires (1 Animatrice/Animateur à temps plein et un agent Forestier à temps partiel pour 2 Départements
Structures sectorielles ou Villageoises	<ul style="list-style-type: none"> - 2 femmes qui seront responsables du volet Foyers Améliorés dans le village ou dans le secteur

IV. 2. Moyens matériels - équipements

Structure nationale : 3 véhicules de liaison
Structures provinciales : 30 mobylettes, outillages divers
Structures départementales : 175 mobylettes, outillages

Fonctionnement

- essence (mobylettes et véhicules)
- entretien (mobylettes et véhicules)
- matériel de bureau

IV. Formation

Du personnel et des femmes en techniques d'animation et de construction des foyers améliorés.

./....

BUDGET ESTIMATIF (Pour la 1ère Année)A. Contribution extérieureI. Equipement1.1. Structure nationale

- 3 Véhicules (Prix H.T.)	12.000.000 Frs
---------------------------	----------------

1.2. Structures Provinciales

- 30 Mobylettes peugeot (Prix H.T. 150.000/mob)	4 500 000
- Equipement et outillage divers (200.000/Province)	4.200.000 6.000.000

1.3. Structures départementales (250)

- 175 Moylettes peugeot (Prix H.T.)	26. 250.000
- Equipement et outillages divers (130.000/dpt)	62. 500.000 32. 500 000

Sous-total équipement	110. 950.000 81. 250. 000.
-----------------------	--

II. PERSONNEL2.1. Structure nationale

- 3 Chauffeurs (35.000/mois)	1. 260.000
------------------------------	------------

2.2. Structures départementales

- 175 animateurs/Animatrices à temps plein	139. 650.000
--	--------------

Sous-total personnel	140. 910.000
----------------------	--------------

III. Fonctionnement3.1. Structure nationale

- essence	3. 060.000
- Huile	900.000
- assurance	103.455
- maintenance entretien	1. 800.000
- matériels de bureau	500.000

./....

3.2. Structures Provinciales

- essence (30 mobylettes)	3.001.500
- assurances	246.780
- maintenance entretien	600.000
- matériels de bureau	300.000

3.3. Structures départementales

- Essences (350 mobylettes)	35.017.500
- assurances	2.879.100
- maintenance-entretien	7.350.000
- Matériels de bureau	5.000.000

Sous-total fonctionnement 60.758.335

IV. Formation en techniques d'animation et de construction de Foyers Améliorés

4.1. Structure Nationale

- Formation de 30 Coordonnateurs provinciaux	1.050.000
--	-----------

4.2. Structures provinciales

- Formation de ³⁵⁰ 500 responsables départementaux	12 250 000
provenu département = 100 département → 200 respons.	17.500.000
150 " → 2x150 x 1/2 = 150	

4.3. Structures départementales

- Formation de 5.000 responsables villageois ou de secteur et appui	52.500.000
--	------------

Sous-total Formation

~~71.050.000~~ 65.800

Total

~~383.668.335~~ 348.718

Divers 5 %

~~19.183.420~~ 17.435

Total Général

~~402.851.755~~ 366.154

B. Contribution nationale

I. Equipement

- Bureaux

P;m

II. Personnel

Structure nationale

6 Cadres supérieurs	11.400.000
---------------------	------------

Structures provinciales

30 Cadres moyens	32.400.000
------------------	------------

Structures départementales

175 agents d'exécution temps partiel	6.982.500
--------------------------------------	-----------

Sous-total personnel	50.782.500
----------------------	------------

III. Investissement humain.

5.000 Responsables sectorielles ou villageoises	94.000.000
---	------------

Total	144.782.500
-------	-------------

Divers	7.239.129
--------	-----------

Total général	152.021.629
---------------	-------------

./.....

TABLEAU RECAPITULATIF

DEPENSES	1986	1987	1988	1989	1990	TOTAL
Equipement	110.950.000 81.250.000	-	26.250.000	-	-	137.200.000
Personnel	191.692.500	191.692.500	191.692.500	191.692.500	191.692.500	958.462.500
Fonctionnement	60.758.335	60.758.335	60.758.335	60.758.335	60.758.335	303.791.675
Formation	71.050.000	71.050.000	71.050.000	71.050.000	71.050.000	335.250.000
Investissement humain	94.000.000	94.000.000	94.000.000	94.000.000	94.000.000	470.000.000
Divers 5 %	26.422.550	20.875.000	22.187.550	20.875.000	20.875.000	111.235.100
Total	554.973.385	438.375.835	465.938.385	438.325.835	438.325.835	2.335.939.275

A N N E X E 6 .

NOTE DE SYNTHESE :

MISSION CILSS-NATIONS UNIES

DU 11 AU 18 NOBEMBRE 1985

Rm
A

 O T E D E Y N T H E S E
MISSION CILSS/NATIONS-UNIES
(11 - 18 NOVEMBRE 1985)

--*== O --*==

INTRODUCTION

Initié en 1979 par la Mission Forestière Allemande au sein du Ministère de l'Environnement et du Tourisme, le programme avait pour objectif la conception et la diffusion de cuisinières améliorées avec cheminée dans le but de réduire la consommation de bois de chauffe et d'améliorer les conditions de vie et de travail.

Très vite, plusieurs projets se sont intéressés à ce programme mais son exécution de 1979 à 1982 s'est heurtée à des problèmes techniques, d'inefficacité et d'inadaptation du foyer, de coordination par manque de structures.

De ce fait, l'on peut affirmer que c'est à partir de 1983 que ce programme a franchi une étape décisive avec notamment :

- Sur le plan institutionnel, la mise en place de structures de vulgarisation, de recherche, de coordination sur le plan national et l'intégration du programme aux activités déjà existantes.
- Sur le plan technique, l'évaluation des prototypes existants et partant des résultats la mise au point de modèles de foyers performants adaptés aux besoins des utilisatrices (Foyer "3 Pierres" Amélioré, Foyer en "Céramique", Foyer "Ouaga-Métallique", Foyer "Burkina-Mixte").
- Sur le plan de la vulgarisation, la définition d'une stratégie de diffusion massive des foyers basée sur la formation des militantes à travers les CDR (Comité de Défense de la Révolution) et favorisée par une volonté politique dégagée de lutter contre les coupes abusives du bois.

En matière de bilan quantitatif, cette évolution s'est traduite par la diffusion d'environ 15.000 Foyers de 1979 à 1984 ; la seule campagne 1984 ayant enregistré près de 7.000 Foyers. Les réalisations de la campagne 1985 feront l'objet d'un chapitre plus détaillé dans ce document.

I.- LES ACTIVITES EN COURS

I.1.- Ministère de l'Environnement et du Tourisme

a).- Généralités :

Les programmes de diffusion de foyers améliorés au sein de ce Ministère sont coordonnés par le Service des Foyers Améliorés qui collabore avec :

./....

- la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes
- l'Institut Burkinabè de l'Energie
- le Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale

Au niveau Provincial, l'ensemble des activités est exécuté par les Directions Provinciales de l'Environnement et du Tourisme. Grâce aux aides extérieures, 17 Provinces bénéficient actuellement de Projets Forestiers dont un Volet Foyers Améliorés. Les différents Projets peuvent être résumés sur le tableau suivant

SOURCES DE FINANCEMENT	DATES DE DEMARRAGE	DATES D'EXPIRATION	ZONES D'INTERVENTION
Programme National de Lutte contre la Désertification <i>Prolongation 2^{an}</i>	1979	1985 → 87.	Kadiogo, Bulkiemdé, (Mouhoun (jusqu'en 1982
Projet "Bois de Villages" Financement Pays-Bas	1981	1985 →	Mouhou, Kossi Bam, Sourou, Sanmatenga
Projet "Bois de Villages" Financement Suisse	1983	1985 →	Yatenga, Gourma
FAO/GCP Banfora	1983	1985	Comoé
Projet UNSO/DES/BKF-81/006 Diffusion et Construction de F.A. <i>Prolongation 86-89</i>	Mai 1984 1986	Mai 1986 1989	Houet, Bazèga Oubritenga, Bougouriba Kadiogo
FAO/ITA	1983	1991	Kuritenga, Boulgou

b).- Les Activités

b1).- Volet Recherche-Etude

Financée par le Projet UNSO, l'étude sur les Foyers traditionnels à dolo a pris fin et a été sanctionnée par un rapport publié en Janvier 1985. Ce document constitue une base pour la recherche sur l'amélioration de ces types de foyers qui sera entreprise par l'Institut Burkinabè de l'Energie (I.B.E.).

Le dépouillement et l'exploitation de l'enquête sur l'acceptabilité des Foyers Améliorés réalisée à Bobo-Dioulasso en Novembre-Décembre 1985 ont été entamés. La même étude s'est poursuivie à Koudougou du 11 au 30 Mars 1985.

Compte tenu du programme test de vulgarisation intensive des Foyers Améliorés intervenu dans la ville de Ouagadougou, l'enquête n'a pu être réalisée.

Néanmoins, une analyse des résultats de cette étude à Bobo-Dioulasso et à Koudougou fera l'objet d'un rapport.

b2).- Volet Formation

La vulgarisation massive des foyers passe par une formation adéquate des masses populaires pour l'auto-construction des Foyers "3 Pierres" Amélioré et la production des Foyers Métalliques.

Aussi, pour la campagne 1984-1985, le service a entrepris avec l'appui de l'Institut Burkinabè de l'Energie et conformément aux recommandations de l'évaluation de la campagne 1984, des sessions provinciales de recyclage (pour les anciennes Provinces) et de formation (pour les nouvelles Provinces) en techniques de sensibilisation et de construction du Foyer "3 Pierres" Amélioré pour les agents de développement et les déléguées villageoises et de Secteurs. Des sessions ont également été organisées à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso pour les artisans.

Tableau Récapitulatif

PROVINCES	DATES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
BAM	Du 12 au 16/11/1984	8 Agents (à Kaya)
BOUGOURIBA	Du 28 au 2/2/1985	50 Participants
BULKIEMDE	Du 17 au 21/12/1984	25 Participants
BAZEGA	Du 4 au 8/2/1985	60 Participants
BOULGOU + KURITENGA	Du 18 au 23/3/1985	67 -"
COMOE	Du 3 au 8/12/1984	47 -"
GOURMA	Du 26/11 au 1/12/1984	21 -"
KADIOGO	Du 1er au 5/10/1984	50 -"
MOUHOUN	Du 19 au 24/11/1984	34 -"
HOUET	Du 11 au 15/3/1985	52 -"
KURITENGA	Du 18 au 23/3/1985	19 Agents (à Tenkodogo)

NAHOURI			
OUBRITENGA	Du 18 au 22/2/1985	52 Participants	
SOUN	Du 4 au 9/3/1985	25 -"	
SANMATENGA	Du 12 au 16/11/1985	38 -"	
YATENGA			
PASSORE	Du 13 au 18/5/1985	68 Participants	
KADIOGO	Un à un	Une trentaine de formés	
HOUE	Du 18 au 22/3/1985	15 Participants	

b3).- Volet Information-Sensibilisation

La mise en place d'un comité de publicité a permis :

- une révision des affiches sur l'utilisation des foyers
- une révision également des maquettes utilisées pour la confection des Tee-Shirts, Auto-Collants, Batiks.
- la conception d'échantillons de pagnes qui seront édités.

Plusieurs manifestations ont été des occasions pour le service d'organiser des expositions sur les Foyers Améliorés (Semaines Révolutionnaires, Semaine Nationale de la Femme, Commémoration du 4 Août, Journées Mondiale de l'Alimentation et de l'Environnement, Foires Artisanales, Provinciales etc...)

b4).- Volet Suivi-Evaluation

Le Service a effectué pendant les mois de Juin et Juillet un suivi dans quinze Provinces ayant entrepris un programme de diffusion. L'objectif de ce suivi était :

- de s'assurer de l'application des recommandations faites lors de l'évaluation de la campagne 1984 surtout sur le plan de la sensibilisation et de l'organisation pour l'exécution des différentes phases du programme (mise en place de structures de coordination et collaboration avec d'autres services, sensibilisation, formation et suivi).
- de faire le bilan quantitatif.

./....

Au terme de ce suivi, les principaux problèmes relevés se situent au niveau de l'application de la méthode pédagogique avec la Série GRAAP, la programmation, la formation et le suivi.

I.2.- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

Les ORD qui sont les structures d'encadrement du monde paysan ne disposent pas de programmes spécifiques pour les Foyers Améliorés. C'est une action intégrée dans les activités des animatrices qui reçoivent les formations auprès des services provinciaux des Eaux et Forêts. En matière de projet, certains ORD sont couverts par les Projets existants au niveau du Service des Foyers Améliorés. Il s'agit des ORD du :

- Yatenga
- Comoé
- Kaya (Centre-Nord)
- Fada (Est)
- Koudougou-Réo (Centre-Ouest)
- Boulg ou-Kuritenga (Centre-Est)
- Bougouriba
- Soum (ORD Sahel)

I.3.- Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes (D.M.O.F.)

a).- Programme de Formation des Femmes dans les Secteurs de Ouagadougou

En Octobre 1984, la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes (D.M.O.F.) a lancé avec l'appui technique et financier de l'Institut Burkinabè de l'Energie (I.B.E.) et du Service des Foyers Améliorés (S.F.A.) un programme test de vulgarisation des Foyers "3 Pierres" Améliorés dans la ville de Ouagadougou. Il a porté d'abord sur une formation d'environ 60 formatrices à raison de 2 par Secteur ; ensuite une formation d'environ 1 200 Femmes (à raison de 35 à 40 par Secteur) par ces formatrices avec toujours l'appui des Services techniques ; puis enfin des sessions de formation dans les Sous-Secteurs.

Un suivi partiel a commencé en Mars 1985 et avait pour but de faire le point de la formation quantitativement et qualitativement.

./....

Au départ deux équipes avaient été prévues pour faciliter l'opération mais elle fut pratiquement continuée par une seule. Ceci explique pourquoi la seule équipe n'a pu jusque là terminer le suivi et pourquoi certains renseignements sont incomplets.

Le suivi a été chaque fois opéré avec la participation de 3 à 6 femmes des sous-secteurs auparavant initiées par l'équipe de suivi des services techniques. L'opération a permis de constater la formation d'au moins la moitié des femmes des 30 Secteurs de la ville de Ouagadougou et la vulgarisation de 20 à 30.000 Foyers (le nombre des femmes formées par secteur va de 70 à 2.000).

Cette formation a été possible grâce à la stratégie actuelle de mobilisation des femmes au sein des CDR et à une vaste campagne de sensibilisation qui a permis aux femmes de se former (auto-construction) et d'assurer la formation d'autres femmes sans appui.

Le nombre de foyers par famille varie de 1 à 15. Cependant dans 13 secteurs on constate que les femmes ont compris la nécessité de doubler dès le départ le nombre de foyers, ce qui correspond mieux aux habitudes culinaires du Burkina Faso (tô et sauce - riz et sauce). L'utilisation des foyers est considérée comme bonne en général.

Dans les secteurs où les foyers ne sont pas utilisés, cela est dû d'une part au fait que la distance paroi-marmite n'ayant pas été respectée, la marmite coince ou alors ne rentre pas du tout dans le foyer, et d'autre part au fait que l'utilisatrice ne prenant pas le soin de fendre son bois, trouve le foyer lent.

Quant à l'état des foyers, il peut être considéré comme satisfaisant en général. Néanmoins il a été constaté que certains principes de fabrication n'ont pas été respectés.

Les défauts les plus couramment rencontrés sont :

- le non respect de la distance paroi-marmite
- les pierres mal taillées et mal disposées, d'où l'insuffisance de la hauteur sol-marmite
- une porte trop large
- quelques poches et fissures.

./....

Ces défauts s'expliquent tout simplement par le fait que les formations dans les sous-secteurs ont souvent regroupé un trop grand nombre de participants. Dans ce cas la transmission du message est difficile et la technique est mal assimilée.

Le problème de fissures quant à lui est attribuable soit à l'inadaptation de la marmite au foyer soit à la mauvaise utilisation du foyer par l'utilisatrice qui ne pousse pas régulièrement le bois sous la marmite. L'on était tenté de croire pour ce problème à la mauvaise qualité du banco ou au non respect des quantités lors du mélange mais ce ne fut pas le cas.

L'acquisition des matériaux a posé de petits problèmes dans certains secteurs qui ont néanmoins su aller au-delà en cotisant.

Malgré l'efficacité de la stratégie de vulgarisation adoptée, il reste autant de femmes à former que celles qui ont déjà reçu la formation.

Les problèmes soulevés lors du suivi et qui ralentissent cette action prouvent la nécessité d'une plus grande sensibilisation.

Une arme qui risque d'accélérer cette sensibilisation est nul doute la rareté du bois de chauffe, résultat des textes réglementant la coupe du bois. Ceci permet d'affirmer que le soutien politique sera un complément indispensable de la stratégie choisie.

* L'information selon laquelle les services techniques passeraient pour sanctionner les familles n'ayant pas de foyers a contribué à accentuer la formation des femmes.

Cette formation a souvent été faite à la hâte et les défauts sur les foyers étaient plus nombreux compte tenu surtout de la très courte durée de la formation.

Si la rumeur a eu l'avantage de pousser les femmes à se former, elle reste une fausse information qui a eu pour inconvénients :

- la mauvaise qualité de beaucoup de foyers
- la mauvaise utilisation par des individus mal intentionnés.

b) Opération Foyers Améliorés dans les Provinces

Depuis Septembre 1985, la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes a entrepris, toujours avec l'appui

des services techniques une opération intitulée "Les Militantes du Kadiogo forment leurs Camarades des autres Provinces". Elle s'inscrit dans le cadre du jumelage des 30 Secteurs de la ville de Ouagadougou avec les 29 Provinces et consiste en l'organisation de sessions populaires de formation dans les Chefs-Lieux de Provinces.

I.4.- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Institut Burkinabè de l'Energie) I.B.E.

L'Institut Burkinabè de l'Energie, après l'exécution de la première phase de son programme qui a porté sur l'évaluation des prototypes existants et la mise au point de prototypes plus adaptés et plus performants s'attèle actuellement à la recherche sur :

- l'amélioration des foyers à dolo ;
- les foyers à grandes dimensions
- les foyers à gaz.

I.5.- Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale

Les agents ayant bénéficié des sessions de formation participent aux activités de vulgarisation dans les Provinces du Bazèga, Comoé, Zoundwéogo, Houet, Bam, Soum, Nahouri, Passoré, Bulkiemdé, Sanmatinga, Boulgou, Oubritenga.

La Province du Nahouri a été retenue plus particulièrement par l'Institut Burkinabè de l'Energie comme zone pilote. Les agents de l'Environnement et du Tourisme, de l'ORD, des Commandos du CNEC et les monitrices de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale ont bénéficié d'une formation en technique de construction.

A l'issue, une Cellule de suivi composée de cinq membres dont quatre de l'Essor Familial et un de l'Environnement et du Tourisme a été mise sur pied.

La Province du Nahouri a bénéficié pour la campagne 1984-1985 d'un appui financier de l'Institut Burkinabè de l'Energie d'un montant de 1.362.500 Frs CFA (somme correspondant aux indemnités compensatoires en carburant et aux frais de déplacement des agents formés dans le cadre de l'exécution du programme Foyers Améliorés). L'Unité Provinciale de Foyers Améliorés sous la direction du Camarade Haut-Commissaire devrait voir le jour incessamment.

./....

Une opération dénommée "Un Foyer pour le Nouvel An" sera bientôt entreprise dans la ville de Ouagadougou et portera sur la formation des élèves de CM I et CM II (environ 15.175) qui seront chargés de l'installation des Foyers Améliorés dans leurs familles respectives.

II.- LES ACTIONS ENVISAGEES

II.1.- Ministère de l'Environnement et du Tourisme

- a).- Poursuite des activités de vulgarisation dans les Provinces déjà couvertes par les différents Projets grâce à un renouvellement des financements :
 - Prolongation du Projet "Bois de Villages" Hollandais (1986-1988) dans les Provinces du Bam, Sanmatenga, Kossi, Mouhoun, Sourou.
 - Prolongation du Projet "Bois de Villages" Suisse (1986-1988) dans les Provinces du Yatenga, Gourma, Tapoa, Zoundwéogo, Nahouri, Oubritenga, Ganzourgou.
 - Prolongation du Projet UNSO/DES/BKE-81/006 (1986-1988) dans les Provinces du Houet, Bougouriba, Poni, Oubritenga, Kadiogo.
 - Prolongation du Projet UNSO "Bois Collectifs" (1986-1988) dans les Provinces du Bulkiemdé et du Sanguié.
 - Prolongation du Projet UNSO Saponé (1986-1988) dans la Province du Bazèga.
- b).- Des financements restent à rechercher pour la vulgarisation des foyers à grande échelle dans les Provinces du Nanentenga, de la Gnagna, du Kénédougou, de la Comoé.
- c).- Etude des circuits de commercialisation des Foyers transportables (Métalliques et Céramiques). Le financement est à rechercher.
- d).- Formation des dolotières, restaurateurs, internes et militaires à la fabrication des foyers à grandes dimensions.

II.2.- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

- Formation des animatrices en techniques de construction des Foyers Améliorés dans les ORD des Hauts-Bassins (Bobo-Dioulasso), de la Volta Noire (Dédougou), du Centre (Ouagadougou) et du Sahel (Dori).

./.....

II.3.- Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale

- a).- Actions de sensibilisation, de formation, de suivi et d'évaluation dans les Provinces :
 - du Nahouri, du Zoundwéogo, de la Sissili et du Soum (1986-1988) Coût : 157 Millions financement à rechercher
 - de l'Oudalan et du Séno (1989-1990)
- b).- Poursuite de la formation des élèves dans les Provinces du Houet (1987), de la Comoé (1988), du Bulkiemdé (1989).
- c).- Etude sociologique dans les Provinces du Sahel
- d).- Formation des Potières.

II.4.- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

- Poursuite des tests sur la mise au point des Foyers à gaz e à dolo
- Démarrage d'une campagne de vulgarisation du gaz
- Démarrage d'un programme de recherche sur les Foyers à Kérosène.
- Voyages d'études pour chercheurs-techniciens-vulgarisateurs Financement à rechercher.

II.5.- Ministère de l'Information et de la Culture

- Organisation de campagnes radiophoniques sur les Foyers Améliorés dans les 30 Provinces.

II.6.- Ministère de la Fonction Publique (C.N.P.A.R.)

- Programme de formation en techniques de fabrication des Foyers Transportables Métalliques des artisans, leur encadrement et organisation sur le terrain.

III.- Programme National

L'ensemble des actions en cours et proposées pour financement devrait concourir à l'équipement de toutes les familles Burkinabè en Foyers Améliorés à moyen terme (d'ici 1990).

o/.....

- BILAN QUANTITATIF PARTIEL

PROVINCES	NOMBRE DE VILLAGES OU SECTEURS FORMES	NOMBRE DE FOYERS		
		F. "3.P.A."	METALLIQUES	CERAMIQUES
BAM	non parvenu	829	-	-
BAZEGA	121	4 121	2	-
BOUGOURIBA	7	285	63	-
BOULGOU	-	-	-	-
BULKIEMDE	14	1 920	175	-
COMOE	-	-	-	-
GOURMA	-	676	-	-
HOUET	18	1 978	742	-
KADIOGO	30	(environ) 30.000 }	5 696	133
KOSSI	10	912	40	-
KURITENGA	-	-	-	-
MOUHOUN	49	3 117	129	-
NAHCURI	-	1 703	-	-
OUBRITENGA	61	1 482	-	-
PASSORE	-	850	-	-
SANGUIE	14	1 603	31	-
SANMATENGA	90	6 881	282	-
SOUM	-	-	-	-
SOUROU	-	-	-	-
YATENGA	-	-	-	-
ZOUNDWEOGO	-	973	-	-
TOTAUX		60.349	7.160	133

SI M4 = Poids de la marmite pleine (kg)
M2 = Poids de la marmite à ébullition (kg)
M3 = Poids de la marmite à la fin du test (kg)
M1 = Poids de la marmite vide (kg)

P1 = Poids du foyer vide (kg)
P2 = Poids du foyer à ébullition (kg)
P3 = Poids du foyer à la fin du test (kg)
P4 = Poids du foyer plein (à l'allumage) un P'4 (à la pose
de la marmite) (kg)

T = Température de l'eau initiale (°C)

T1 = Durée de la phase haute puissance (à feu vif) (min)

PCI = Pouvoir calorifique du combustible - charbon =

19.000 kJ/kg

ALORS :

$$P(V) = \frac{(100 - T) \times 4,2 \times (M2 - M1)}{PCI \times (P4 - P2)} = \text{rendement feu vif} \quad (\%)$$

$$CSS = \frac{100}{100} \times \frac{(P4 - P2)}{(M2 - M1) \times (100 - T)} = \text{consommation spécifique standard à feu vif}$$

(g/l eau restante à 100°C)
kg/l

$$P(V) = \frac{PCI \times (P4 - P2)}{60 \times T1} = \text{puissance à feu vif (kw)}$$

$$P(D) = \frac{PCI \times (P2 - P3)}{1800} = \text{puissance à feu doux (kw)}$$

$$F = \frac{P(V)}{P(D)} = \text{flexibilité du fourneau}$$

$$PEV2 = \frac{4,2 \times (M4 - M1) \times (100 - T) + (M4 - M3) \times 2260}{PCI \times (P4 - P3)}$$

TEST D'EBULLITION D'EAU AU BOIS

N° Date Opérateur

Localité Altitude m Temp °C

Marmite

Poids Kg

Fourneau (type)

Poids Kg interne cm

Combustibles (type)

Poids au départ B1 Kg

Nombre de pièces :

Diamètre x longueur = cm

Brindilles d'allumage A1 kg

Températures	20	30	40	50	60	70	80	90
0								
5								
10								
15								
20								
25								
Minutes	30							

Température départ T1 = °C Ebullition T2 =

Temps pour bouillir te = minutes

: marmite complète, vide = M1 kg (avec couvercle et thermomètre)

marmite complète avec 2/3

capacité d'eau = M'1 kg.

marmite capacité d'eau à la fin à ébullition = M2 = kg

" " du test = M3 kg

eau chaude restante

à ébullition = E [= M2 - M1 = kg

quantité d'eau évaporée

durant le test = EV = M'1 - M3 = kg

quantité d'eau initiale = E1 = M'1 - M1

BOIS = bois au départ B1 = kg

bois restant après

ébullition = B2 = kg

bois récupéré après

1/2 H de feu doux B3 kg

CHARBON = charbon récupéré après = C2 = kg

l'ébullition

charbon récupéré après = C3 = kg

1/2 H de feu doux

Pour le feu vif = bois sec consommé = BS1 =

$$(B1 + A1 - B2) \times (1 - \frac{HR}{5}) - 1,5 \cdot C2$$

Pour le feu doux = bois sec consommé =

$$BS2 = (B2 - B3) (1 - \frac{HR}{5}) - 1,5 \cdot C3$$

Pour la totalité du test = BS3 = BS1 + BS2

Expression des résultats :

Puissance feu vif = $P(V) = \frac{(BS)_1 \cdot 19000}{te \times 60} = (KW)$

Puissance feu doux = P(D) = $\frac{(BS)_2 \times 19000}{1800} = (KW)$

Flexibilité = $P(V) / P(D) = F$

PCU₁

$$PEV_1 = \text{Rendement à feu vif} = \frac{4,2 \text{ E i } (T_2 - T_1)}{BS1 \times 19000} \%$$

$$csS = \text{Consommation spécifique standard à feu vif} = \frac{BS1 \times T_2}{EL (T_2 - T_1)}$$

P CV₂

= Rendement total sur le test =

$$\frac{4,2 \text{ E i } (T_2 - T_1) + 2260. \text{ EV}}{BS3 \times 19000} \%$$

Observations sur le rapport de la
Mission CILSS / Nations Unies organisée
du 15 octobre au 18 Novembre 1985

au BURKINA-FASO

1) sur la forme.

Il faut noter que la présentation augmentée et sans pagination du document n'a pas facilité son exploitation et l'utilisation commune des pages pour les références. C'est pourquoi nous avons été amenés à le paginer à partir du "SOMMAIRE" afin de vous permettre de vous situer.

Page 3, 9^e ligne : au lieu de "de la Femme", écrire "des Femmes"

14^e ligne : GAAP : Groupe de Recherche et d'appui pour l'Auto-promotion Paysanne.

Page 6, § 1 : ~~24~~ 24 Provinces au lieu ~~20~~ et 20.

Page 7, § 1 : Ecrire tout simplement : Economiser le bois - - - politique.

§ 2, 4^e ligne : mots d'ordre du "CNR" au lieu de : "du parti"

§ 5, 6^e ligne : "Trente" artisans au lieu de "trois"

9^e ligne : "insuffisance" au lieu de "manque"

Page 15 : Nous proposons la suppression du point 4.5

Page 11 : Compléter la liste des 12 Provinces occidentales avec la Province du Houet

Page 16, § 2, Ecrire : "A Ouagadougou, le DMOF, le SFA et l'IBG ont organisé un programme..."

Page 17, § 2, compléter les activités de la recherche avec "Sur les foyers utilisant d'autres"

on 7-11-70

combustibles que le bois."

ge 20 : Nombre de départements: 300 au lieu de 250
Population : \approx 4,900,000 habitants

ge 25, § 4; 2^e ligne: formuler comme suit: au regard des précédentes campagnes, par exemple, "il ressort qu'il est plus économe en temps de formation de rassembler les deux femmes choisies par leur village pour une session groupée de formation au niveau départemental"

§ 5 : De même, des sessions régionales regroupant un certain nombre de Provinces sont organisées pour la formation des coordonnateurs provinciaux.

§ 7 : Nous proposons la suppression de la dernière phrase la contribution des villages pouvant être sous diverses formes.

ge 27 : écrire "S'agissant des projets B.V. le SFA est le coordonnateur"
 ~~supprimer la dernière phrase.~~
Sur le fond

Les remarques pour ce point portent essentiellement sur les considérations et propositions de la session.

ge 25, § 6, Les bénévoles de la DMOF ne sont pas forcément des fonctionnaires de l'Etat. Elles assument en général d'autres responsabilités et ne peuvent pas à ce titre être choisies comme animatrices à temps plein. D'autres critères, tels que le niveau d'instruction etc... viennent s'y ajouter.

ge 29, 1^{er} tiret du point H.S. : écrire "le renforcement" au lieu de "développement".

ge 34 : D'une manière générale, nous insistons sur le fait

Le programme proposé doit être souple, surtout en ce qui concerne les Provinces bénéficiaires, étant donné que la plupart de ces Provinces sont déjà couvertes par des projets.

Pour ce qui est du budget, il faudrait reconsidérer le recrutement des animatrices à temps plein pour les structures départementales dans les contributions extérieures. Le logement de l'expatrié doit être également exclu du budget national.

Quant au cadre institutionnel, sa définition à ce stade est très difficile à notre niveau. Des concertations ultérieures nous permettront de le préciser davantage. C'est pourquoi nous vous invitons à ne considérer que la première phase du II.4.4 à la page 34.

Page 35 : le Programme de diffusion des Foyers Améliorés métalliques.

Premier tiret Écrire : " Le Programme Foyers Améliorés financé par l'extension Forestière Allemande (devenue Programme National de Lutte contre la Désertification: PNLD) accorde, depuis 1982 une importance au développement des foyers métalliques avec le SFA et dont la diffusion s'est poursuivie jusqu'en Décembre 1985."

Le programme s'est développé dans les villes de Ouagadougou, Dédougou et Dédougou et a employé Les dépenses annuelles (pour la diffusion des foyers métalliques et matériels) s'élevaient à

Deuxième tiret : Ajouter la Province du Houet.

Page 36 ; 4^e Tiret : "Faso Yaar" au lieu de "Sovolcom et Faso Yaar".

Page 38, 15^e ligne : Écrire : Minst. du Commerce évalué à 32 000

Handwritten text in cursive script, likely a letter or journal entry. The text is written on a single page with a horizontal line across the middle. The handwriting is somewhat faded and difficult to decipher.

Handwritten text in cursive script, continuing from the top section. The text is written on a single page with a horizontal line across the middle. The handwriting is somewhat faded and difficult to decipher.

nombre de familles burkinabé qui utiliseraient le gaz butane
et des cuisinières ~~de~~ importées et très coûteuses, incapables à
préparation des plats traditionnels -

18^e ligne: Nous souhaitons que dans le texte, les termes
" Foyers métalliques " soient utilisés en lieu et place
de " Ouaga métalliques "

es 35 à 42 Remarque générale: On constate que le point
II.5 est essentiellement enrichi d'expériences vécues par
le SFA ou des références, alors que les propositions de
plan d'actions, bien qu'elles visent la poursuite des
projets existants, la coordination etc... n'impliquent pas
le SFA; En témoignent le schéma 4^e ^{et budget} la confusion régu-
lère et mérite certainement des éclaircissements de votre part pour
une meilleure compréhension de vos propositions.

es 43 - 44 - 45 - 46

En ce qui concerne le budget, il faudrait:

Levier au point C.1.b), 1000000 FCFA pour les missions et stag
et 500.000 FCFA pour la formation du personnel.

Levier au point C.1.c) Recherche-sensibilisation au lieu de
sous-traitance.

ajouter au point C.1.f), +Ventes promotionnelles 25% pour
environ 1000 foyers/an → 1.000.000 FCFA/an.

+ achat de tôles pour la formation des artisans du CNPI
soit 500 000 FCFA

retenu une secrétaire au point C.2.a)

Transférer le logement de l'Expert Associé ainsi que les
frais d'électricité et de téléphone à la contribution externe

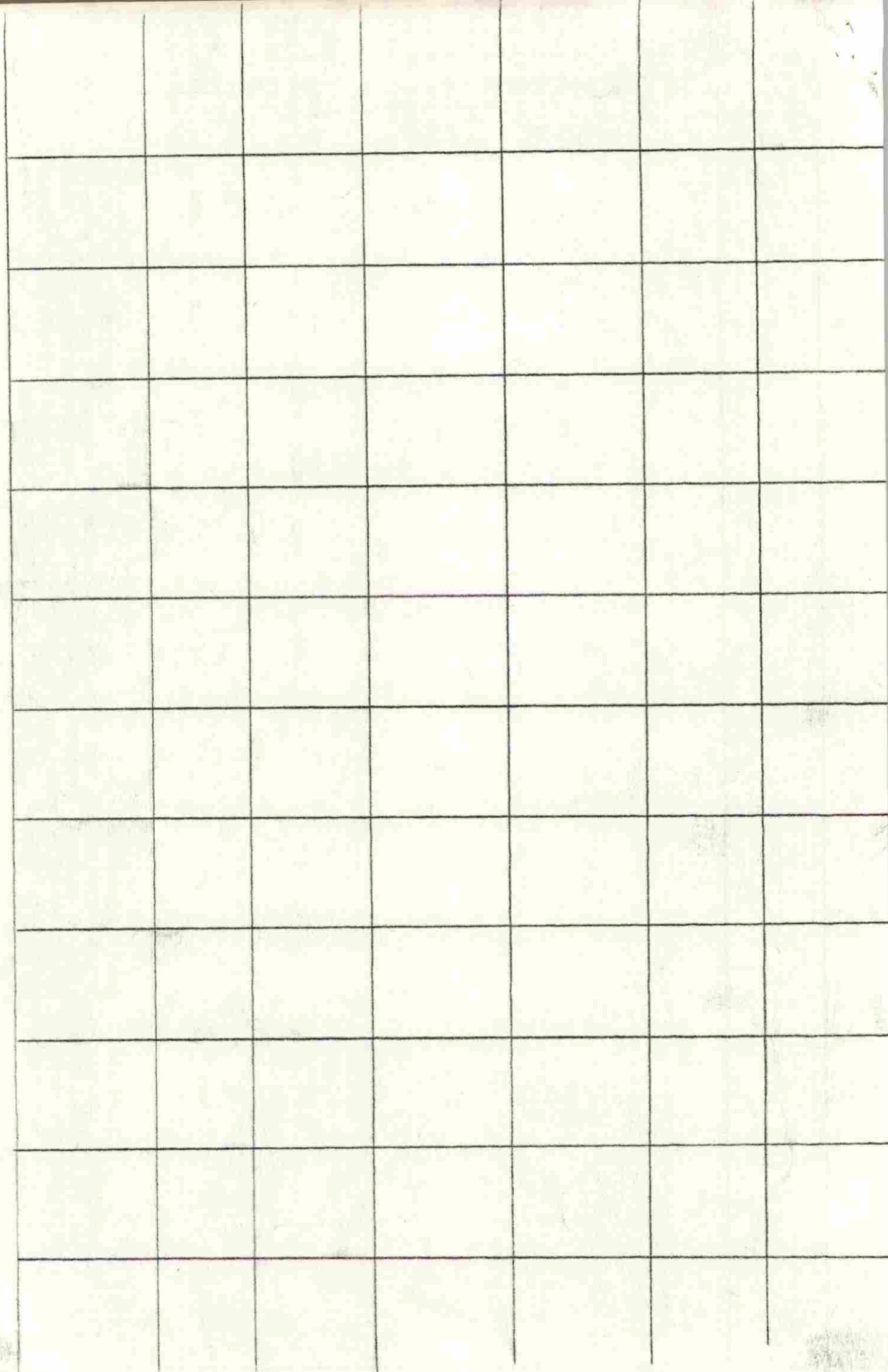
Nous avons pu définir le domaine de compétence de chacun des organismes intervenant ou pouvant intervenir dans la diffusion des foyers améliorés au Burkina Faso.

Dans le tableau suivant, on a pu distinguer par =

- xxx Une compétence spécifique dans le domaine justifiant une maîtrise d'oeuvre directe dans ces actions.
- xx Une compétence susceptible d'être mis en oeuvre dans une action collective.
- x Une compétence d'appoint, plutôt occasionnelle.

Il appartiendra à la commission interministérielle foyers améliorés, d'amender ce tableau ou de le compléter.

	Sensibilisation grand public - A l'information terrain	Information grand public	Formation professionnelle JPA - FM	Appui scientifique et technique	Contrôle et qualité et suivi	Réglementation Loi	Publicité produits de vente	Production foyers métalliques	Evaluation des différents projets	Relation avec le CILSS	Mobilisation foyers métalliques.
Services foyers améliorés (MEF)	xxx	xxx	xxx		xxx	xx	xx		xxx	x	xxx
Institut Burkinabè de l'Energie (MRST)	x	x	xxx xxx	xxx	xxx		x		xx		
Direction de la mobilisation et de l'organisation de la femme	xxx	xxx	xxx		x	xx					
Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale	xx	xx	xx								
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	x	x	x								
Ministère de l'Information et de la culture (Radio-télé)	xx	xxx					xxx				



[illegible]

II. - 4.3. - a°) PROGRAMME MIS EN OEUVRE PAR LA D.M.O.F

En octobre 1984, la Direction de la Mobilisation de l'Organisation des Femmes (DMOF) a lancé avec l'appui technique et financier de l'IBE et du SFA, un programme de vulgarisation des foyers améliorés types 3 pierres améliorés sur la ville de Ouagadougou.

Ce programme consiste dans une première phase un la formation de 60 formatrices-femmes représentantes des CDR (2 femmes pour chacun des 30 secteurs), ces 60 formatrices ont alors formé 1200 femmes (à raison de 35 à 40 par secteur) avec le concours ces services techniques. Dans un dernier temps les 1200 femmes des secteurs ont pu formé organisé des réunions de formation dans les sous secteurs (le nombre de femmes finalement formées par secteurs varie de 70 à 2000).

Cette opération a permis de former environ la moitié des femmes de Ouagadougou. Un suivi partiel a évalué à 30.000 foyers 3 pierres améliorés auto-construits par ces femmes. Elle fut soutenue par l'actuelle mobilisation des femmes au sein des CDR, et par une vaste campagne de sensibilisation.

Pour étendre le succès relatif de ce projet a tout le territoire BURKINABE. La DMOF, a entrepris depuis septembre 1985 toujours avec l'appui des services techniques une opération intitulée " les militantes du Kadiogo forment leurs camarades des autres provinces". Cette opérations s'inscrit dans le cadre du jumelage des 30 secteurs de la ville de Ouagadougou avec les 29 autres provinces, et consiste en l'organisation de réunions populaires de formation dans les chefs lieux de provinces, qui ont pour objectif principal la formation des militantes des provinces à la construction, l'utilisation et l'entreprise des foyers 3 pierres améliorés et qui seront encadrés

par les militantes des secteurs jumelés et les techniciens des services concernés. Le deuxième volet de cette opération sera le suivi de la vulgarisation des foyers 3 pierres Améliorés dans les chefs lieux de provinces et les départements.

L'opération se déroule en deux phases :

- Une phase de prise de contact avec les responsables au niveau provincial
- Une phase de formation proprement dite dans les 29 provinces (de Novembre à Mars)

qui prévoit la formation de 1740 femmes militantes.

Cette opération est le développement d'une action d'envergure nationale coordonnée par la DMOF.

II. - 4.3. - b°) - PROGRAMME MIS EN OEUVRE PAR L'ESSOR FAMILIAL

Le Ministère de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale a été chargé en Avril 1984 par le conseil des Ministres de contribuer à la vulgarisation massive des foyers améliorés au Burkina-Faso.

L'Essor Familial se propose d'encadrer la diffusion des foyers 3 pierres Améliorés au niveau de quatre provinces - NAHOURI, LA SISSILI, LE SOUM, et le ZOUND WEGGO.

Au niveau de chacune de ces provinces, les Directions Provinciales de l'Essor Familial seraient chargées de la coordination et de la supervision des actions des équipes régionales. Chacune de ces équipes régionales comprendrait chacune un maçon et deux animatrices.

Une opération dénommée "Un foyer amélioré pour le nouvel an" aura lieu en décembre 85 dans la ville de Ouaga. Elle prévoit la formation de 196 maîtres d'écoles et de 15.175 élèves (classer de CM1 et CM2); encadrée par les acteurs par les femmes formatrices de la DMOF.

Cette opération sera poursuivie dans les provinces du HOUEI, de la COMOE et du BULKIENDE (1987 - 1989).

II 6 - RECOMMANDATIONS GENERALES =

Concernant la question, pouvons-nous renforcer l'effort national ? La mission a pu émettre des recommandations au Comité Interministériel F.A. =

- Géographiquement, l'effort peut être accentué sur les quatorze provinces déficitaires, on pourra ainsi concentrer les moyens pour une diffusion plus rapide.
- Concernant les provinces les plus déficitaires du plateau messin, on pourra étudier leurs possibilités d'approvisionnement depuis les provinces voisines les plus excédentaires
- En ce qui concerne l'économie réelle de bois = pour l'encourager, on pourra profiter de l'organisation des circuits d'approvisionnement pour développer la pratique du séchage au bois après la coupe et avant transport, et celle du stockage sous abris en période de pluies en ville ;

On pourra développer parallèlement une campagne d'économie par l'amélioration des pratiques culinaires.

- Concernant des actions spécifiques dans les grandes villes on peut considérer que résoudre le problème des villes, c'est aussi contribuer à résoudre celui des zones rurales qui alimentent les villes en combustibles ligneux, deux actions spécifiques seront :
 - . le recours à des énergies alternatives (gaz, kérosène... qui implique la mise au point de foyers adaptés au combustible et aux moyens monétaires des familles
 - . le développement des filières commerciales de diffusion de foyers transportables métalliques, en renforcement de l'action 3 PA.
- Concernant des actions sectorielles, la recherche pourra s'attaquer à de gros consommateurs de bois de feu = foyers de gros diamètre (cuisine communautaire), foyers pour le dole, foyers multi-marmites.

- Concernant le renforcement des structures nationales -
il sera nécessaire d'assurer :

- . la capacité de recherche de l'IBE
- . la capacité d'animation - formation de l'IBE et de SFA, et des moyens adéquats pour le suivi et l'évaluation
- . au Comité Interministériel, des moyens pour la coordination des activités du programme national.